

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

Vendredi
11 juin 1976

Le cessez-le-feu semble être respecté au Liban

LA TREVE ARMEE

● La résistance populaire acharnée
a enrayé l'opération de la Syrie

Damas choisit qui affamer

L'armée syrienne et la Saïka tentent d'affamer les secteurs de la capitale libanaise sous contrôle progressiste. Les véhicules qui se présentent aux barrages syriens disposés sur la voie d'accès Ouest de la capitale sont systématiquement fouillés. Les vivres, l'argent et l'essence sont pillés. Les quartiers ouest de Beyrouth connaissent déjà de sérieuses difficultés d'approvisionnement. L'un des motifs de l'intervention syrienne, avancé par Damas, résidait dans la levée du blocus par les forces progressistes de la ville chrétienne de Zahle. Preuve est faite qu'il ne s'agissait que d'un prétexte.

Lire page 2

L'assassinat du procureur
de la République de Gênes

UN MORT TROP COMMUNE

Turin le 9 juin

L'assassinat de Francesco Coco, procureur de la République de Gênes et de ses deux gardes du corps a pris la place des sondages et des supputations quant au futur gouvernement sur la scène politique italienne.

A tel point qu'on ne peut s'empêcher de penser que le procureur Coco est un mort trop commun pour la Démocratie chrétienne en mal de programme électoral, pour que l'on ne se pose pas de question à son sujet.

Tout d'abord, au cours de sa carrière de procureur, il avait eu l'occasion d'avoir à connaître de nombreuses affaires louches concernant la bourgeoisie, et qu'il avait mis un zèle particulier à couvrir. En Sicile, où il se trouvait avant d'être transféré à Gênes il avait mené tambour battant le procès contre des journalistes de gauche qui avaient dénoncé la collusion entre la mafia locale et les pouvoirs politiques et judiciaires. Muté à Gênes, il avait même avancé la date de son transfert dans cette ville pour enlever à de jeunes juges démocratiques l'enquête sur le scandale des pétroliers et avait réussi à transmettre l'affaire à Rome où elle s'était égarée dans les tiroirs d'un juge bienveillant... Il avait également réussi à enterrer l'enquête sur l'effondrement de la rue Digione à Gênes et toutes les affaires de spéculations qui se trouvaient derrière.

Enfin, voilà quelqu'un qui en savait beaucoup sur le vrai visage du pouvoir démocrate chrétien et pas mal de notables doivent dormir plus tranquilles depuis qu'il est mort.

Lire page 2

A propos de Salò

SADE ET PASOLINI

La censure bourgeoise ne chôme pas: pendant qu'on retire à Paris arbitrairement SALO de l'écran (il n'est plus projeté qu'à la Pagode), François Chalais fait part aux téléspectateurs de son écoeurlement vis à vis du dernier film de Pasolini, s'indigne, s'étouffe, injurie tour à tour Sade et Pasolini. Les moralisateurs bourgeois, comme ils ont condamné Sade condamnent

Pasolini. Nous ne hurlerons pas avec les loups: nous ne ferons pas l'impassable sur Salò, nous ne participerons pas à son enterrement de première classe. La question de la critique du dernier film de Pasolini n'est pas pour autant tranchée.

Le titre choisi par Pasolini fait évidemment référence à la république fantôme dont la capitale était Salò (Italie du Nord) qu'in-

staura Mussolini pour un bref laps de temps, après sa destitution du gouvernement (1943). L'Italie vit encore, dans cette région, le joug fasciste, la barbarie règne en maître. Voilà pour la toile de fond. Le récit est donc ainsi situé historiquement, mais ne prétend pas retracer les derniers jours de Salò. Le propos est autre...

lire P.10

LE REFUS MAGISTRAL

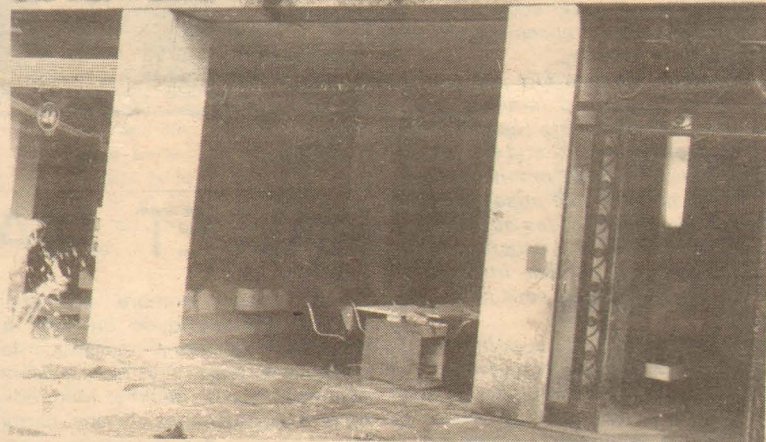
● Malgré
les intimidations
de Lecanuet,
à l'appel du syndicat
de la magistrature,
mouvement de grève
des magistrats hier

lire page 5



A BAS LA DICTATURE ARGENTINE

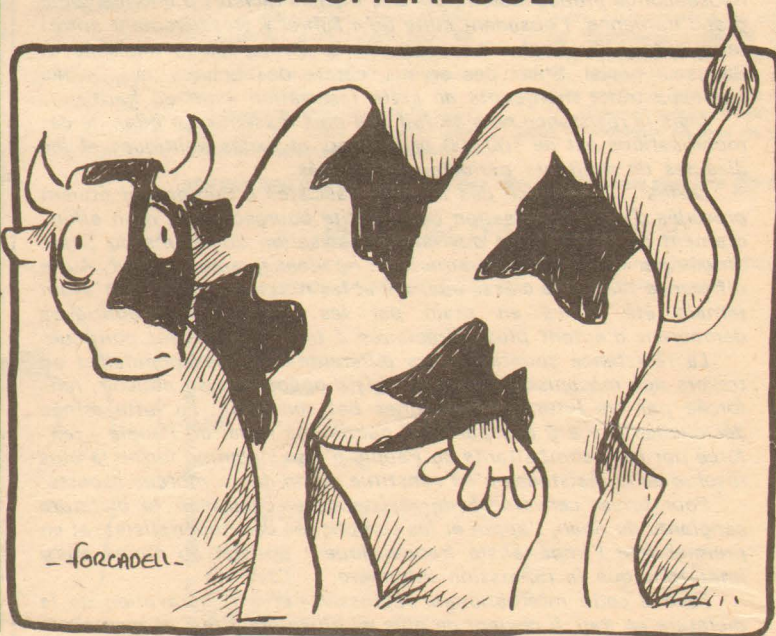
LEOLINEAS ARGENTINAS



Halte aux assassinats
politiques en Argentine.
A bas la dictature !
A bas la complicité
des polices politiques
Sud-américaines ! Libération
de tous les emprisonnés !

La Ligue communiste révolutionnaire, l'Organisation communiste Révolution, le Parti socialiste unifié saluent les militants anti-impérialistes qui ont, par des actions simultanées contre l'ambassade d'Argentine, le centre culturel argentin, et l'agence parisienne des lignes aériennes argentines, affirmé leur solidarité avec les travailleurs argentins sous le botte militaire, protesté contre les assassinats politiques perpétrés par les gorilles sud-américains et contre la livraison à la junte chilienne du camarade Edgardo Enriquez, membre de la direction du M.I.R. chilien. Enfin, la station de métro «Argentine» a été débaptisée pour prendre le nom du camarade Enriquez.

SECHERESSE



ESPAGNE

Les Cortès bloquent la réforme

Acculée à lâcher du lest sur le droit d'association politique, la vieille droite franquiste des Cortès a trouvé quelques heures plus tard l'occasion d'une manœuvre pour en retarder l'application.

Il ne suffisait pas en effet d'adopter un projet de loi autorisant les associations politiques. Encore fallait-il mander le Code pénal en ce qui concerne la définition des délits politiques et des délits d'opinion. Or, les Cortès ont repoussé sur ce point le projet de loi gouvernemental. L'affaire doit être examinée par la commission juridique de l'assemblée avant de revenir sur le tapis d'ici une quinzaine de jours.

Il est peu vraisemblable que le processus de réforme puisse être durablement bloqué. Il est clair néanmoins que la vieille garde franquiste, contrainte à reculer, veut faire payer le prix de chaque pouce de terrain.

En ce sens, la manœuvre parlementaire de mercredi est assez claire. La loi sur les associations constitue une brèche fondamentale dans la cohérence du régime dans la mesure où elle rompt avec le monopole politique du mouvement issu de

la Phalange. Sur ce point précis existait aux Cortès un consensus majoritaire. Mais quant à l'application, le problème le plus épineux restait entier : la tolérance s'étendrait-elle jusqu'au PC ?

C'est sur ce point que la droite traditionnelle a mené bataille à propos de la révision du Code pénal : en rejetant un projet dont l'interprétation pouvait un jour ou l'autre étendre la légalisation jusqu'au PC, elle portait le fer au sein des députés dits réformateurs dont on connaît la division à ce sujet.

Lors de son interview avec le leader de la démocratie chrétienne Gil Robles, le Roi lui aurait demandé si'il pendait possible une libéralisation qu'excluerait le PC. La vieille crapule aurait répondu : possible mais non souhaitable.

C'est au moins la preuve d'un certain réalisme. Encore que la possibilité même de la chose paraît plus que douteuse.

C'est en tout cas pour réfléchir ce sac de contradictions que les députés aux Cortès se sont donnés quinze jours.

A. G.

LIBAN

CESSEZ-LE-FEU PRECAIRE

Le cessez-le feu « immédiat » décidé mercredi par la Ligue arabe commence à être appliqué alors qu'un certain nombre d'inconnues pèsent lourdement sur la mise en pratique des accords réalisés au Caire. Après deux jours de combats durant lesquels les Syriens ont tenté de marquer militairement un certain nombre de points avant le cessez-le-feu, une pause semble être intervenue.

La résistance acharnée des milices palestino-progressistes et la mobilisation des populations à leurs côtés a permis une stabilisation u front, la gauche conservant ses bastions côtiers du Sud-Liban et son quartier général d'Aley dans les montagnes du centre. La forte résistance palestino-progressiste, combinée à la délicate position syrienne au sein d'un monde arabe sensibilisé par la cause palestinienne et les pressions de la diplomatie soviétique, peu désireuse de cautionner un nouveau « septembre

noir », ont permis d'intégrer à l'accord un repli des troupes syriennes vers les plaines de la Bekaa — à l'est du Liban — et le principe d'un désengagement des unités régulières syriennes dont une partie continuerait cependant à « assurer l'ordre » au Liban.

On ignore encore l'importance, symbolique ou conséquente, des forces de sécurité arabes au Liban, forces en principe composées d'unités algériennes, libyennes, syriennes. L'accord du Caire, transmis et discuté à Beyrouth, a été enregistré favorablement par les palestino-progressistes, le droit de regard de l'OLP sur le contrôle inter-arabe ne pouvant dissiper quelques inquiétudes quant au rôle exact de ce nouveau gendarme.

La droite modérée et les phalangistes, le Présidents Frangié et Pierre Gemayel, émettent des doutes et des réserves au sujet de cet accord : ils auraient préféré une convention, une

table-ronde...sanctionnant l'écrasement de la gauche et des palestiniens par les « alliés syriens ». Israël, qui partageait ce souhait, cesse aujourd'hui de « se réjouir de la mise au pas des terroristes palestiniens » pour « s'inquiéter de l'arrivée au Liban de forces armées de régimes extrémistes arabes ».

L'accord réalisé au Caire ressemble fort à une suite de concessions formelles et hétéroclites à la Syrie, à la légalité Libanaise, et à l'OLP ; la présence de casque bleus arabes dont l'efficacité restera à démontrer, l'acalmie fragile des combats permettront peut-être la tenue de cette « table ronde » réclamée par Kamal Jomblatt, le leader de la gauche, et destinée à trouver une solution libanaise à la crise. Cet accord et ces mesures ne réussiront pas à masquer longtemps l'utopie d'un retour à la soi-disant stabilité de l'avant guerre civile.

T. Diderick



OEA

BALLET MACABRE DE SANTIAGO

Un certain nombre d'organisations démocratiques ont mis à profit la couverture journalistique de cette conférence pour relancer leurs dénonciations du régime. Mercredi, un groupe de juristes chiliens, parmi lequel figurent des avocats en exercice et des personnalités de la Démocratie-Chrétienne, ont remis aux délégations présentes un document qui souligne comment les mesures d'urgence prises par Pinochet au lendemain du coup d'Etat sont devenues un régime permanent « derrière lequel se développe une politique de répression ». Les juristes dénoncent l'existence de camps de concentration et l'application au Chili « d'un processus d'emprisonnement massif des citoyens », qui a amené la population « à avoir peur de ceux qui depuis 3 ans, ne sont jamais allés en prison ». Les services secrets, ajoutent les juristes, ont été transformés en « police secrète, irresponsable et omnipotente », dont les membres sont recrutés dans « la couche

morale, culturelle et pénale la plus basse de la population » et dépendent exclusivement de Pinochet.

Un appel d'Amnesty

Le même jour, l'organisation « Amnesty International » a lancé un appel aux pays membres de l'OEA pour qu'ils interviennent auprès du gouvernement chilien après la vague d'arrestations qui a été opérée récemment. Selon Amnesty, près de 200 personnes ont été arrêtées le mois dernier à Santiago et 185 autres dans la région d'Antofagasta sont 5000 prisonniers politiques, et non quelques centaines comme le prétend le gouvernement, qui sont détenus au Chili. « Nous demandons instamment à l'OEA de transmettre au gouvernement chilien l'inquiétude du monde face aux violations répétées des droits de l'homme dans ce pays » indique le télégramme.

L'heure du cynisme

Tout cela n'a pas empêché ce petit entrechat entre pays « humanistes » et régimes tortionnaires de se poursuivre hier au grand ballet de l'OEA. Mardi, quatre délégations — la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur et le Venezuela — avaient déposé un projet demandant que soit « approfondie l'enquête sur les droits de l'homme au Chili ». Mais l'heure est au cynisme, depuis l'intervention prononcée par le Dr Kissinger : le chef de la diplomatie américaine avait jeté un voile très pudique sur les « excès » de ses compères chiliens. Et c'est sans vergogne aucune que le délégué chilien Sergio Diez a commenté le projet des quatre, allant jusqu'à déclarer « comprendre sa bonne intention et sa modération » et reprenant même les déclarations ahurissantes faites au début de ce sommet par Pinochet lui-même, qui proposait un « système généralisé, mais apolitique de contrôle du respect des droits de l'homme dans le continent » (sic). Décidément, ce ballet de Santiago grince de l'humour d'une danse macabre.

Une vague résolution

La proposition des quatre n'est que l'ultime baroud oral des pays « démocratiques », essayant d'arracher la libération des têtes politiques les plus connues emprisonnées depuis 1973. Mais il semble bien qu'à Santiago, l'heure des déclarations d'intention soit écoulée. Il faut passer aux choses sérieuses. A défaut de s'amuser, il faut bien que le congrès travaille. A la rédaction d'une bonne petite résolution, vague et générale à souhait sur la torture par exemple.



Photo-montage tiré du n° 3 du bulletin Chili édité par le comité suédois de soutien au peuple chilien.

TRIBUNE Internationale

REPRESSION ET RESISTANCE EN IRAN

La répression féroce et impitoyable est depuis 23 ans l'unique moyen pour le Shah de se maintenir. Depuis 5 ans et surtout ces derniers mois, elle connaît une accentuation telle que lutter activement pour la freiner devient absolument impératif pour l'ensemble des forces progressistes et démocratiques dans le monde.

Les quadrillages et ratissages se soldant à chaque fois par de nombreuses victimes, la politique d'extermination des familles de résistants jusqu'aux parents âgés et aux jeunes enfants (Les deux derniers « terroristes » tués n'avaient que 11 et 14 ans), les enlèvements et disparitions d'intellectuels et artistes manifestent le moindre mécontentement, le maintien en détention de prisonniers politiques ayant depuis longtemps purgé leurs peines, les assassinats « par accident de voiture » et « chute de montagne », constituent une liste incomplète de pratiques renforçant un nombre impressionnant d'exécutions sommaires comme les assassinats sous la torture d'un grand nombre de résistants.

Ce phénomène ne peut s'expliquer que par le blocage politique du Gouvernement au niveau le plus élevé de la hiérarchie qui détient tous les pouvoirs, et l'absence endémique d'assise populaire. Les ambitieux projets du développement n'ont pas donné les résultats escomptés étant donné l'absence d'adhésion populaire, comme la corruption généralisée et l'arbitraire qui font ravage à tous les niveaux de l'appareil.

A ces causes profondes d'échec vient s'ajouter le pompage des pétro-dollars par l'impérialisme américain sous forme d'achats d'armement (plus de 10 milliards en moins de trois ans pour les seuls Etats-Unis).

Les spécialistes du régime ont tenté de mettre en place, sur l'ordre du Shah des « mobilisations populaires », mais elles ont lamentablement échoué. Le Shah a finalement dissous ses « partis politiques » pour les remplacer par un parti unique fascisant dont l'adhésion est déclarée obligatoire pour tous sous peine d'être déclaré terroriste-communiste (sic). A ce trait fasciste viennent s'en ajouter de nombreux autres. Les ambitions expansionnistes et les agressions militaires dans la région (Oman), une intense et nauséabonde propagande, autour des thèmes racistes d'une idéologie grand-iranienne, l'obsédant culte du « Führer » grossièrement entretenu autour du Shah : « successeur de Cyrus, Guide infailible et Bâtisseur génial, Soleil des aryens, centre de l'univers, etc... » voici quelques traits marquants de cette fascisation « par en haut ».

Mais la résistance ne s'en fait que plus ressentir. Le bilan de ces mobilisations est de 100 000 prisonniers et exilés politiques et les dizaines de militants périodiquement tués.

Certes, à l'inverse des régimes fascistes d'Europe qui étaient précédés d'une mobilisation de la petite bourgeoisie et d'un effondrement du mouvement ouvrier, la fascisation du régime du Shah, dirigée par l'impérialisme américain ne vient que par le haut. Autre différence : la jeune classe ouvrière et les masses populaires n'ayant jamais été prises en main par les bureaucraties politiques demeurent d'autant plus réfractaires à tout engagement politique.

La résistance spontanée des différentes couches populaires au travers des mécanismes traditionnels d'opposition au pouvoir, renforcée par les luttes clandestines bat son plein. La lutte armée déclenchée il y a 6 ans par « les guerilleros Fedai du Peuple » renforcée par les « combattants du Peuple d'Iran » comme forme la plus résolue de la résistance n'en constitue qu'un des nombreux aspects.

Pour briser ce volontarisme de résistance et maintenir la dictature sanglante du Shah, l'appui et les complicités des impérialistes, et en premier lieu l'impérialisme français, jouent un rôle au moins aussi important que la répression intérieure.

Face à cette internationale répressive, et à l'aggravation de la dictature en Iran, il devient de plus en plus urgent que se renforce la solidarité internationale avec la résistance iranienne.

C. I. S. N. U.

USA : les primaires sont terminées

CARTER SUR LES BRISEES DE NIXON

Deux photos illustrant un article sur la campagne pour l'investiture à l'élection présidentielle dans la revue Time du 17 mai dernier. Sur l'une d'elle, un jeune garçon se tient derrière une pancarte sur laquelle on peut lire : « l'Amérique c'est le football, les hots-dogs, les chaussons aux pommes de Jerry Ford ». Sur l'autre, une véritable photo de famille, des supporters de Ronald Reagan. Entre leur deux « boys » qui tiennent fermement la bannière étoilée rayée de rouge et de blanc de l'union, papa et maman Craven arborent fièrement, lui sur son tee-shirt, elle sur une pancarte, leurs convictions politiques : « l'avortement est un meurtre, non à l'avortement, au busing et au communisme ».

Ces deux photos pourraient tout aussi bien servir à illustrer les résultats d'un récent sondage, qui montre que plus de la moitié des personnes interrogées ne connaissent même pas les positions de leur candidat favori sur les principaux problèmes du moment et se déterminent en fonction de leurs qualités personnelles. Seuls les partisans de Ronald Reagan semblent attacher une quelconque importance aux options politiques prises par leur candidat. En revanche, parmi les électeurs de Gerald Ford, 20 % seulement affirment se déterminer en fonction de sa politique, tandis que 56 % se déclarent séduits par ses qualités personnelles. Ce taux est encore plus élevé chez les partisans de Jimmy Carter, 58 % de ses partisans se déclarant surtout attirés par sa personnalité.

Une dépolitisation croissante

Un récent scandale qui vient de bouleverser la chambre des représentants, illustre assez bien le climat dans lequel se déroulent les élections présidentielles américaines. Une « charmante jeune femme de 27 ans », comme la présente le Washington Post, vient de révéler qu'elle était payée 14 000 dollars par an, sur l'argent des contribuables, pour servir de « secrétaire » bien particulière à un très influent représentant, Wayne Hays, démocrate de l'Ohio âgé de 64 ans. Tous deux, ainsi que d'autres parlementaires, des employés et des policiers de la chambre (!) auraient participé à des orgies dans l'enceinte même du Capitol Hill. Quelques jours plus tard, le Chicago Tribune révélait quelques « détails croustillants » sur les ébats amoureux de Mlle Elizabeth Tay qui aurait enregistré les « tendres propos » de treize membres de la chambre des représentants et de deux sénateurs alors qu'ils se trouvaient dans son lit.

Après la guerre du Vietnam, la crise économique, le Watergate, les contributions politiques illégales, la CIA, le FBI, les pots de vin à l'étranger et les fraudes sur les exportations de céréales, ce dernier scandale ne peut que renforcer la tendance au désintérêt de l'électorat pour les affaires publiques. Lors des dernières élections présidentielles en 1972, qui devaient voir la victoire de Richard Nixon sur le sénateur

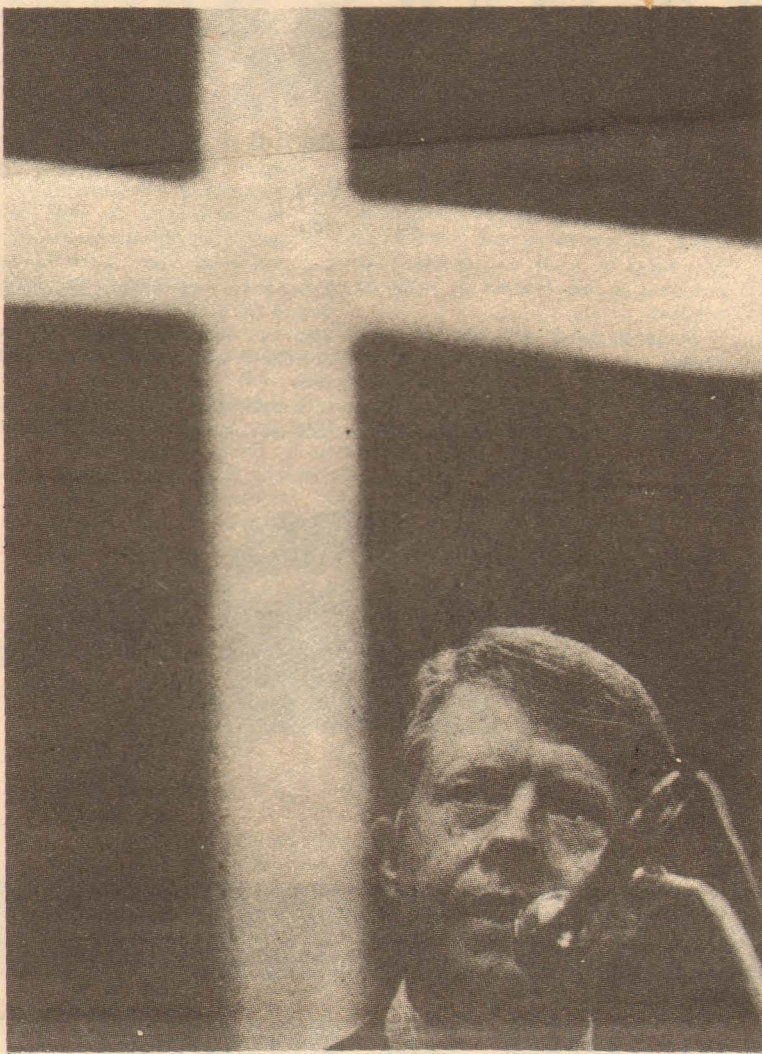
George Mc Govern, plus de la moitié des américains en âge de voter n'avaient pas accompli leur « devoir électoral ». En 1974, ce sont plus de 80 % des nouveaux électeurs de 18 à 21 ans qui s'étaient abstenus de voter et même de s'inscrire sur les listes électorales, à l'occasion des élections législatives.

Cette tendance à la dépolitisation graduelle de la vie publique est aujourd'hui exploitée par deux des principaux candidats à la présidence, Gerald Ford et Jimmy Carter. L'actuel pensionnaire de la maison Blanche s'est efforcé en effet, tout au long de la campagne électorale, d'apparaître aux yeux de l'électorat américain comme le prototype du père tranquille, honnête et responsable, dans lequel tous les bons citoyens se devraient d'avoir confiance. A l'évidence cette politique ne lui a pas réussi. Il n'est pas parvenu à convaincre l'électorat que, sous son mandat, la situation économique s'améliore, que pour la première fois depuis des années un climat de confiance règne entre la Maison Blanche et le pays ni que pour la première fois depuis la dernière guerre l'Amérique vit en paix.

Jimmy Carter a su par contre exploiter à fond ce sentiment d'hostilité profonde aux abus du pouvoir fédéral et à la lourdeur de la machine bureaucratique. Pratiquement inconnu il y a six mois, Carter est aujourd'hui la personnalité politique numéro un des Etats-Unis et de nombreux sondages le donnent gagnant en cas de duel avec Ford lors des élections générales du 2 novembre.

Un politicien habile

Le moins qu'on puisse dire c'est qu'il a mené sa campagne de main de maître. Politicien habile, il a étudié avec son état-major (composé de jeunes, presque tous sudistes comme lui) les motivations de vote dans 435 circonscriptions électorales depuis 1964. Accentuant sa ressemblance avec John Kennedy-mêche de cheveux sur le front, sourire toujours présent - il n'hésite pas à rappeler que tout comme lui, Kennedy était un « outsider », rejeté dans un premier temps par la hiérarchie démocrate. Le fait est qu'il y a six mois, rares étaient ceux qui dans le camp démocrate étaient prêts à s'engager en sa faveur qu'il s'agisse de l'« establishment » de l'Est, de l'appareil du Parti, des grands électeurs traditionnels ou des grandes



figures de la bureaucratie syndicale.

Le parallélisme existe curieusement aussi à propos des croyances religieuses. John Kennedy appartenait à la religion catholique, Carter lui se revendique de l'Eglise Baptiste. Mais à la différence de Kennedy qui se défendait de mêler religion et politique, Carter se sert de sa foi comme d'une arme : « j'ai passé plus de temps à genoux pendant les quatre années où j'ai été gouverneur que pendant le reste de ma vie. Je prie environ vingt cinq fois par jour, peut-être plus, et termine chaque journée en lisant la Bible (en espagnol) ». Ce baptiste qui pense avoir une mission divine, qui jure de ne jamais mentir intentionnellement, qui écoute Bob Dylan et lit Kirkegaard a réussi cet habile tour de force consistant à faire campagne pendant seize mois sans jamais demander à ses électeurs de lui confier un mandat, ni préciser l'usage qu'il en ferait. Une seule phrase peut résumer le sens de l'appel qu'il a lancé aux électeurs : « Je vous promets de mettre sur pied un gouvernement aussi honnête, bienveillant et plein d'amour que le peuple américain ».

Mais sous certains de ses aspects déroutants se cache, en fait, une volonté de pouvoir impitoyable, et il se pourrait bien qu'il réussisse là où Richard Nixon avait échoué et parvienne à instaurer un gouvernement au pouvoir absolu et sans limite. Carter entend gouverner sans avoir de compte à rendre à personne. Il ne dissimule pas qu'une fois installé à la Maison Blanche il redonnerait à l'exécutif toute l'autorité qui lui revient et qu'il entretiendrait de bons rapports avec le congrès dans la mesure où celui-ci ne serait pas

L'homme de la situation

Contrairement à ses prédécesseurs, Carter semble avoir les moyens de sa politique. Quelque soit le résultat de l'élection présidentielle de novembre Carter aura déjà pour lui d'être parvenu

à vouloir lutter jusqu'au bout contre Carter. Enfin, Morris Udall, le seul à s'être présenté sous l'étiquette de « libéral » et qui bénéficiait du soutien du sénateur George McCovern, n'a pas manqué de féliciter Jimmy Carter et lui a promis de n'être partie prenante d'aucune manœuvre qui pourrait être encore fomentée contre lui.

Formule de pure rhétorique car une telle éventualité est totalement exclue aujourd'hui. Certes Jimmy Carter ne bénéficie pas encore du soutien de la bureaucratie syndicale, dont l'absence avait entraîné l'échec de la candidature de George McCovern et permis l'élection de Richard Nixon. Il ne dispose à ce jour que de l'appui du syndicat des camionneurs de Georgie, et de l'UAW (united auto Workers) dissident de la centrale AFL-CIO mais réputé pour être l'un des syndicats les plus libéraux des Etats-Unis. Mais nombre d'entre eux, et en premier lieu George Meany le président de l'AFL-CIO ne sont pas prêts à rééditer l'expérience malheureuse de 1972.

Enfin, et peut-être surtout le présidentiable Jimmy Carter bénéficie d'appuis financiers considérables. Outre le magnat de l'automobile, Henry Ford, président de la deuxième compagnie de construction automobile des Etats-Unis, qui depuis le 8 mai lui avait apporté son soutien, Carter bénéficie de l'appui du lobbie sudiste des groupes d'intérêts du textile et de l'agriculture et de nombreux hommes d'affaires du Nord.

Alors que le duel Ford-Reagan se poursuit et s'amplifie plus que jamais, divisant et affaiblissant dangereusement le Parti Républicain, Carter va pouvoir commencer dès aujourd'hui sa campagne électorale. Il lui faut maintenant obtenir le soutien des secteurs les plus importants et les plus décisifs de l'économie américaine, les sociétés multinationales, les compagnies pétrolières et les milieux de l'agrobusiness. Il y a quatre ans, ceux qui avaient placé tous leurs espoirs dans la personnalité de Richard Nixon et avaient tenté, par son biais, de mettre la main sur l'exécutif fédéral.

L'affaire du Watergate avait permis aux secteurs minoritaires de la bourgeoisie américaine, par le biais de leurs représentants au Congrès et de ce formidable moyen de pression qu'est la presse, de mettre temporairement en échec cette tentative. On peut douter qu'ils aient pour autant abandonné tout espoir d'y parvenir et il se pourrait bien, qu'en dernière instance, la personnalité de Jimmy Carter leur apparaisse plus propice à la réalisation de leurs projets que celle d'un individu aussi notoirement fallot que Gerald Ford ou que celle d'un anti-communiste primaire de la plus belle époque du Mc Carthysme comme Ronald Reagan qui semble ne connaître qu'une seule politique : celle de la canonnière.

Julien Tonnac

LES PRIMAIRES

Le Wisconsin fut en 1905 le premier Etat à organiser des élections primaires pour la désignation des délégués aux conventions des deux partis. En 1976, trente et un Etats comptent vingt-quatre en 1972 et dix-sept en 1968 organisaient des primaires. Mais le système des primaires, simple au premier abord, est en fait un véritable imbroglio qui donne une image parfaitement réaliste de la démocratie américaine.

Dans certains Etats les électeurs votent pour des délégués, avec ou sans mandat impératif, mais indiquent à part leur préférence en ce qui concerne le choix de leur candidat. Au contraire dans d'autres Etats, les concurrents doivent faire acte de candidature pour pouvoir participer au scrutin. Les délégués démocrates sont désignés à la proportionnelle mais chez les républicains il arrive que ce soit selon la loi du système majoritaire. Il suffit alors d'avoir une voix de plus pour remporter tous les délégués de l'Etat. Enfin, certains Etats organisent des consultations croisées où les électeurs inscrivent comme démocrates peuvent voter républicains et bien entendu réciproquement. Allez vous y retrouver !

LE BI-PARTISME

La constitution américaine ne prévoyait pas l'intervention dans la vie politique de partis politiques. Cependant les bases du bi-partisme, qui régit la vie politique américaine, remontent à la présidence de Washington. Démocrates et républicains sont, d'un point de vue historique, tous deux issus d'une scission au sein du premier parti américain, le parti fédéraliste basé sur les idées de Alexander Jefferson, membre du cabinet de Washington. Ce parti cessa d'exister en 1920 pour donner naissance au Parti des républicains démocrates (ancêtres des démocrates) et au Parti républicain national. Mais c'est seulement avec l'opposition, sur le problème de l'esclavage entre démocrates du Nord et du Sud, qu'apparut le parti républicain — anti-esclavagiste —, ancêtre de l'actuel parti de Ford et de Reagan.

Ces deux partis ne représentent plus maintenant que des coalitions d'intérêt, sans idéologie ni programme structuré, qui alternativement se repassent la direction des affaires et exercent, de fait, un monopole sur la vie politique. La principale fonction du bi-partisme est évidemment la défense de l'ordre politique et économique bourgeois. Sa principale victoire est d'être parvenue à l'intégration complète du mouvement ouvrier dans les rangs de partis bourgeois, en l'occurrence, pour une grande part, le Parti démocrate.

Italie

LA POLICE SAVAIT

(SUITE DE LA P. 1)

Sa mort survient à un moment propice pour la Démocratie chrétienne : elle vole le devant de la scène au député fasciste Saccucci (responsable du meurtre d'un militant communiste, la semaine dernière) dont, comme disent certains, toutes les polices de la république ont réussi à perdre la trace.

Selon un coup de téléphone anonyme, il se serait parachuté en Corse alors que les journaux le supposent à Barcelone et qu'il est recherché en Suisse. L'assassinat de Coco survient en outre au moment où l'enquête sur les pots de vin Lockheed révèle que Mariano Rumor est la fameuse « antilope » qui recevait les versements de la compagnie d'aviation américaine.

Plusieurs messages et coups de téléphone anonymes reçus mercredi par la police montraient que les Brigades rouges revendiquaient le triple meurtre de Gènes. Mais le coup de théâtre a eu lieu mercredi après-midi dans la salle du tribunal de Turin où les dirigeants des Brigades rouges passent en procès. Renato Curcio, un des principaux dirigeants de cette organisation, s'est levé et a annoncé à voix très haute :

« Communiqué n° 6 : hier 8 juin 1976, un groupe armé des Brigades rouges a assassiné le boucher Francesco Coco et les deux mercenaires qui devaient le protéger... » A ce moment, le président a fait évacuer la salle du tribunal.

Toujours est-il que les Brigades rouges ont revendiqué, publiquement, dans leur procès, ce triple assassinat qui sert si clairement les intérêts de la bourgeoisie dans cette campagne élec-

torale. Il est possible que des noyaux de cette organisation, totalement décapiée, pénétrée par la police et dont les actions sont privées de toute logique politique, aient effectivement effectué ces assassinats. Il est également possible que les responsables des Brigades rouges en procès aient revendiqué ces meurtres dans une logique totalement suicidaire. Là n'est pas le point essentiel.

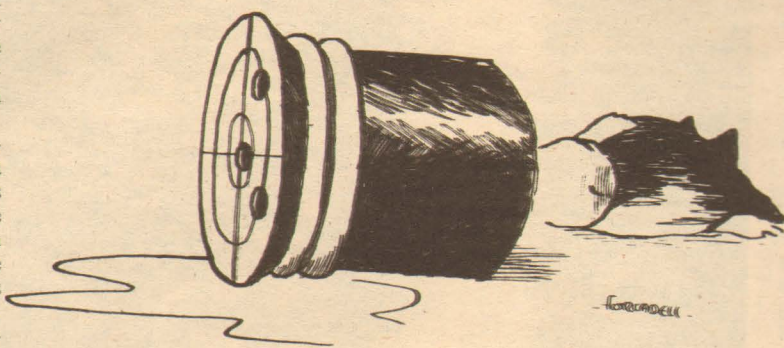
Il apparaît clairement que la police était au courant des assassinats qui se

préparaient et n'a rien fait pour les empêcher. Il y a quelques jours, elle avait trouvé, à Naples, une serviette contenant un revolver dont le numéro avait été effacé, une fausse carte d'identité et une carte de Gènes où était entourée au crayon la zone où habitait le procureur. Ce qui est arrivé était donc prévisible. Mais voilà, c'est une mort bien commode...

La grève générale, proclamée par les organisations syndicales, dans tout le pays, pour protester contre ces assassinats, a été peu suivie. A la Fia Mirafiori, beaucoup de militants communistes ont refusé de s'y associer en expliquant : « On n'a pas déclaré de grève quand un de nos militants (Luigi di Rosa) a été assassiné. Pour quoi ferions-nous grève aujourd'hui ? »

Anna Liber a

**Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque**



GRANDE BRETAGNE, LE RETOUR AUX ANNES 30 ?

par Julien Tonnac

3/ La solitude du coureur de fond

Avec 2 millions de chômeurs et 25 % d'inflation la Grande-Bretagne connaît la crise la plus profonde de son histoire depuis les années 30. Rien ne permet de croire que cette situation puisse s'améliorer, et le gouvernement travailliste s'apprête à gérer la crise au mieux des intérêts de la bourgeoisie et bien entendu, sur le dos de la classe ouvrière.

Secrétaire du syndicat AEUW — métallurgie (mécanique) — du district de Londres et de la construction navale, Bill Mc Loughlin est aussi membre du Parti communiste britannique (GBCP). Rien à voir bien sûr avec le PC en France ; car le PC britannique ne compte que 30 000 adhérents et n'a obtenu que 70 000 voix aux dernières élections.

Ne serait-ce par l'austérité du décorum, le bureau dans lequel il me reçoit pourrait être celui d'un PDG. Rien à voir bien sûr avec l'image que l'on peut se faire d'un quartier général de la lutte des classes. D'ailleurs, et c'est tout dire, le siège du syndicat est incontestablement plus près des ministères que des grosses entreprises de la métallurgie qui, à Londres comme ailleurs, s'éparpillent dans la banlieue.

« C'est certainement la situation la plus grave que la Grande-Bretagne ait connue depuis les années trente. Il y avait eu alors jusqu'à 3 millions de chômeurs et nous risquons de connaître un jour de tels sommets car le nombre des chômeurs ne cesse d'augmenter. »

« C'est une situation assez paradoxale quand on se rappelle que le gouvernement conservateur a perdu la majorité essentiellement du fait du chômage. Et pourtant il n'y avait alors que 700 000 chômeurs... »

« Et dire que le Parti travailliste et le TUC s'étaient engagés à ramener le plein emploi... »

Rien ne va plus...

Traditionnellement le programme du PC anglais n'a jamais été très

différent, depuis la guerre, de celui de la gauche de la social-démocratie, représentée au parlement par le groupe Tribune. Cependant le PC anglais a la particularité historique d'avoir été en permanence présent dans les syndicats où son implantation et son influence sont très supérieures à son audience sur la scène politique nationale. Mais en même temps le PC s'est toujours appuyé sur les bureaucrates de gauche au sein de l'appareil syndical, en particulier Hugh Scanlon secrétaire général de l'AEUW qui avec celui des mineurs est aujourd'hui le syndicat le plus puissant.

« Certains de nos dirigeants affirment aujourd'hui leur volonté de lutter pour une meilleure politique de l'emploi. Mais dans le même temps ils imposent les restrictions salariales imposées par le parti travailliste et s'en font même les défenseurs auprès de la classe ouvrière. C'est une contradiction fondamentale. Les restrictions salariales ne peuvent que provoquer une nouvelle augmentation du chômage. » Sans les désigner nommément, cette réponse de Bill Mc Loughlin situe assez bien l'état des rapports entre le PC et certains de ses anciens partenaires de la gauche. Nombre d'entre eux, en effet se sont faits, depuis l'arrivée du Parti travailliste au pouvoir, les chantres la collaboration de classe.

Ainsi, le jour même où Callaghan affirmait le droit des entreprises privées à réaliser des profits illimités, le comité national de l'AEUW (section mécanique) votait son soutien à la politique de restriction salariale.

Depuis longtemps déjà le secrétaire



général du syndicat John Boyd, éminent représentant de l'aile droite du parti travailliste, affirmait son soutien à la politique du chancelier Healey sur les restrictions salariales.

Pourtant le principal architecte de la victoire de la droite lors du vote du comité national de l'AEUW (mécanique) fut pas John Boyd mais Hughes Scanlon. Celui-ci même avec lequel le PC avait travaillé, main dans la main, pendant de nombreuses années d'opposition au gouvernement conservateur et même au gouvernement travailliste, entre 1964 et 1970.

Empêtré dans ses contradictions, sans programme distinct de celui de la « gauche », ayant perdu ses relations privilégiées avec les hommes forts de la bureaucratie syndicale de gauche le PC navigue à vue. Pour tenter de faire pression sur le gouvernement il participe activement à la préparation d'une conférence nationale sur le chômage, le 27 mars dernier qui réunit plus de 3 000 délégués venus de toutes les régions de la Grande-Bretagne.

Parce que pour lui, la voie britannique vers le socialisme passe toujours par l'unité avec la gauche de la social-démocratie, il se refuse deux mois plus tard, le 26 mai, à opérer une véritable mobilisation lors de la journée d'action pour la défense de l'emploi qui avait

été massivement adoptée par les participants à la conférence.

Le plus à gauche

Le fait est que rares sont les membres de la gauche à avoir pris nettement position contre la politique du gouvernement travailliste. Toutes les grandes figures, y compris Anthony Wedgwood Benn, n'ont pas manqué d'exprimer leur soutien à la politique des revenus mise en place par Callaghan. Certes Tony Benn est un arriviste qui ne vise qu'à prendre la direction de son parti. Une éventualité qui n'est pas totalement à exclure dans les prochaines années bien que le successeur officieux, si ce n'est officiel, de Callaghan soit à l'heure actuelle l'ancien ministre de l'emploi (responsable à ce titre des attaques du gouvernement et des syndicats contre le niveau de vie de la classe ouvrière) aujourd'hui leader du groupe parlementaire à la chambre des communes, Michael Foot.

Cependant, aussi bien par certaines de ses prises de position antérieures (Benn s'était affirmé à plusieurs reprises solidaire de travailleurs qui occupaient leurs usines pour protester contre des licenciements) que par la teneur du programme qu'il présentait

Irlande deux militants anarchistes condamnés à mort

La condamnation à mort par un tribunal de Dublin de Noël et Marie Murray, 25 et 27 ans, provoque l'indignation en Irlande. Outre le fait qu'il n'y a pas eu d'exécution capitale dans ce pays depuis 20 ans, le déroulement de leur procès à la cour criminelle spéciale de Dublin démontre à l'évidence une parodie de justice. Noël et Marie Murray ont plaidé non-coupables pour le meurtre d'un policier, à la suite du hold-up d'une banque. Les deux accusés ont été condamnés par 3 juges, sans jury. Ils n'ont pas la possibilité de faire appel, sauf contre « cette impossibilité de faire appel » ! Se présentant au tribunal comme « anarchistes », ils ont subi la juridiction d'un tribunal établi en vertu de la loi « d'offense envers l'Etat » qui permet quasiment tout. Le tribunal l'a d'ailleurs montré de nombreuses fois à l'encontre de militants irlandais. Aussi, la presse et les milieux libéraux demandent ils aux autorités la grâce des deux condamnés. Des députés travaillistes, dont le soutien au gouvernement Liam Cosgrave est essentiel, ont dénoncé le verdict. L'exécution a été fixée au 9 juillet.

F.T.

(il préconisait une politique économique basée sur la réflation de l'économie, des nationalisations sélectives, des accords du gouvernement et des capitalistes et la participation des travailleurs dans l'industrie). Benn était perçu par les militants les plus actifs, en particulier par les shopstewards, comme le candidat le plus à gauche.

« Pourtant, à bien des égards, le candidat de la gauche le plus populaire parmi la masse des travailleurs était Michael Foot », m'explique Tim Hall, membre du Bureau Politique de l'International Marxist Group (IMG, section anglaise de la IV^e Internationale) analysant le sens de leur appel à voter Benn lors du premier tour de l'élection du successeur de Wilson. « Il était essentiel pour nous de démontrer que, malgré son passé de social démocrate de gauche, Michael Foot loin de représenter une alternative à l'équipe gouvernementale en place était l'un des meilleurs représentants de la politique actuelle du Parti Travailliste. Voter Foot, c'était voter pour la poursuite d'une politique de collaboration de classe et les attaques contre le niveau de vie des travailleurs. »

« D'un autre côté Tony Benn n'était pas seulement considéré comme le candidat « à gauche » de Foot. Même s'il n'en reste pas moins un bureaucrate comme les autres au sein de la social-démocratie de gauche qui en aucune façon ne saurait représenter une alternative politique, Benn avait fait preuve jusqu'à présent d'une certaine opposition au sein du Parti Travailliste. Son élection à la tête du parti et donc au poste de premier ministre aurait très certainement joué le rôle d'un catalyseur et donné une nouvelle impulsion aux luttes de la classe ouvrière. »

« Callaghan a remplacé Wilson à la tête du parti, mais en fait ce transfert de responsabilité n'a eu pour ainsi dire aucun impact sur la masse des travailleurs du pays et encore moins sur son avant-garde. » Car en fait, c'est toujours la même équipe qui reste à la barre, et la place donnée en son sein à la gauche lui permet aujourd'hui de développer son attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Demain : un grand schelen contré

LA GREVE DES MAGISTRATS

Le pouvoir n'aura reculé devant aucune pression pour faire échouer la grève des magistrats lancée par le Syndicat de la Magistrature : rappel la veille, de l'illégalité de l'action, ordres aux chefs de cours de faire parvenir la liste des grévistes à la chancellerie, mobilisation des renseignements généraux pour prendre les photos du maximum de grévistes. Il a même refusé de prendre connaissance de la lettre annonçant le préavis de grève en la retournant, non décachetée, au Syndicat qui l'a lui avait envoyée.

Il en aura été pour ses frais puisque, bien qu'il soit difficile de faire un bilan exact de l'ampleur du mouvement, on peut déjà estimer que près de 500 magistrats ont fait grève à travers toute la France.

A Paris, les magistrats syndiqués ont fait une distribution de tracts devant le Palais, tandis qu'une trentaine d'avocats du MAJ, revêtus de leur robe, faisait de même à l'intérieur du Palais avant de se faire refouler à l'extérieur par le service d'ordre, ce qui provoqua un beau chahut sur le trottoir.



A la faculté de droit du Panthéon, à Paris, une réunion publique s'est tenue en fin d'après-midi. Environ 200 personnes y assistaient, pour la plupart des magistrats et des syndicalistes. Des représentants de la CGT, de la CFDT, du Syndicat des Avocats de France, du Mouvement d'Action Judiciaire, du Syndicat National du Personnel de l'Education Surveillée, de l'Union des Syndicats de Journalistes, etc. ont apporté leur soutien à l'action

du SM, en soulignant notamment le contexte de répression anti-syndicale dans la Fonction Publique.

Dans la plupart des tribunaux, les actions de grève se sont accompagnées de réunions publiques similaires. Il faut noter que souvent des juges non-syndiqués ont tenu à apporter leur soutien aux grévistes soit, dans quelques cas, en faisant grève eux-mêmes, soit, le plus souvent, en participant aux réunions d'information.

Meeting du PS à Billancourt EN TERRE OUVRIERE

Pour soutenir leurs candidats aux élections cantonales partielles Bulogne Billancourt, le PC a déplacé Juquin et Laurent, le PS Mitterrand qui est venu mercredi soir. Pour cela, le PS a loué un chapiteau de 3500 places (on murmure à Boulogne que cela lui a coûté plusieurs millions), planté à 200 mètres des usines Renault.

Ils sont plus de 2000 au rendez-vous de mercredi soir avant la vedette, c'est le candidat Gouillou qui parle. Très jeune cadre dynamique, il «alue la talentueuse gestion de la direction de Renault» (heureusement qu'il n'y a pas trop d'ouvrier de Renault). Et c'est enfin Mitterrand. Il invite l'auditoire à un échange de vue, tout en regrettant qu'il n'y ait que lui qui puisse parler ! « Mais comment faire autrement ? »

Après un cours sur le PS et sur l'autogestion, il rappelle aux électeurs l'importance du geste politique qu'ils ont à accomplir : le coup d'envoi des municipales de 77 et des législatives de 78. Le meeting s'est clos sur ces perspectives exaltantes de luttes électorales. Auparavant une internationale est repris en coeur par la foule avec l'aide d'une sono, et une marseillaise que Mitterrand est à peu près le seul à fredonner. Mitterrand est venu à Billancourt, « en terre ouvrière », aux portes de Renault, imposer son image d'homme d'Etat tranquille et compétent et élargir l'assise électorale du PS. La foule, mélange hétéroclite d'un public populaire et de jeunes cadres dynamiques, n'était guère enthousiaste à la sortie.

notes



T'AS PAS DEUX MILLIARD ET DEMI

Le 22 juin, le Trésor public émettra un emprunt de 2,5 milliards afin de financer le déficit du budget. Dire que c'est un événement exceptionnel serait aller bien loin. Depuis plusieurs années déjà le pouvoir tente de se sortir de situations économiques difficiles grâce à ce procédé. Seule différence notable avec l'année dernière : le nom de l'emprunt. A quand les ministres dans les couloirs de métro pour faire la manche. Avec son accordéon, Giscard ferait, à coup sur un malheur.

FETE DU PS COUBEVOIE

La section Courbevoie du PS organise le samedi 12 juin, de 14h à 24 heures à la Maison des Jeunes (184 Bd St Denis) une fête sur le thème « 40^e anniversaire du Front Populaire ». Des débats auront lieu notamment avec Jean Pierre Rioux et des films seront projetés : « Le grand tournant », « La vie est à nous », « Contre le courant ».

France terre d'asile Halte à l'expulsion

Quatre jeunes noirs américains : Melvin Mac Nair, Jean Carol Mac Nair, Joyce Tillerson, Georges Brown ont comparu devant la chambre d'accusation de Paris à la suite d'une demande d'extradition émanant des autorités américaines. Ils avaient détourné le 31 juillet 72 un avion US sur Alger et demandé une rançon de un million de dollars. Admis comme réfugiés politiques en Algérie après que le gouvernement de ce pays ait rendu la totalité de la rançon, ils se sont installés en France où ils travaillent régulièrement. Le 26 mai 1976, en exécution d'un mandat d'arrêt international, ils étaient emprisonnés à Fleury-Mérogis. Leurs avocats s'opposent à leur extradition, arguant que la loi française l'interdit pour des actes à motivations politiques. Ils soulignent aussi le parallèle avec l'affaire Holder-Kerkow où, pour des

motifs semblables, l'extradition avait été évitée après un mouvement de soutien.

Pour tout contact avec leur comité de défense, écrire à : Comité Melvin Mc Nair c/o MDPL, BP 126-10 Paris cedex 75463.

Jean Gilbert du Cap

● Aujourd'hui à 13 h à la 23^e Chambre correctionnelle dite des flagrants délits, comparaitront les 2 ouvriers de la presse arrêtés Jeudi dernier lors d'une action contre des distributeurs du Parisien Libéré.

En première audience, après les rumeurs de grève générale dans la presse ils avaient été remis en liberté provisoire. Le spectacle est gratuit et risque d'en valoir le coup.

CE SOIR A BOULOGNE MEETING PSU-LCR

A l'occasion des élections cantonales de Boulogne, le PSU a décidé de présenter une candidate. Des propositions d'initiatives communes ont été présentées à la LCR. Dans ce cadre là, les deux organisations appellent ce soir à un meeting débat sur les tâches de l'ensemble des organisations ouvrière face au gouvernement-Giscard-Chirac : « La réponse de la gauche unie autour du programme commun est une stratégie, qui, pour l'essentiel, repose sur la probabilité de sa victoire électorale en 1978. L'arrivée légale du PC et du PS au gouvernement, n'apportera pas d'elle-même de solution au problème de la prise du pouvoir par les travailleurs. » C'est autour de ces thèmes que devrait s'engager le débat.

Le meeting se tiendra ce soir, à 20h 30 au Groupe scolaire Ferdinand Buisson, 87 rue du Point du Jour, Boulogne.

MARSEILLE : MEETING LCR SUR L'ITALIE

Mercredi soir, la LCR de Marseille organisait un meeting dont le thème central était la situation en Italie. La réunion commençait toutefois par une intervention de Marie-José Agret, appelant au meeting du 19 juin à la Salle St Georges du Comité Agret, et l'annonce d'une réunion publique du Syndicat de la Magistrature sur l'affaire Ceccaldi. Puis, Henri Weber prenait la parole et introduisait le débat sur l'Italie. La discussion, longue, porta sur l'unité en particulier des révolutionnaires et suscita un vif intérêt parmi les 300 camarades venus ce soir au Club.

DISCO BIRD

i

Caroline

AM RECORDS

ET LES AUTRES

Chrysalis

10, rue Git-le-Cœur, Paris 6

tel. 033 24 12

C'EST :

Georges Marchais à Lyon

« Chrétiens, le PCF vous tend la main »

S'adressant aux chrétiens, Georges Marchais a juré hier soir à Lyon que jamais son parti ne déclarerait la guerre à la religion. Il a ajouté : « Nous n'avons aucun goût pour les expositions anti-religieuses qui risquent fort à notre époque de n'être qu'une mascarade profondément déplacée ».

Dans ces promesses, Marchais mélange délibérément deux choses qui doivent être distinguées.

Une société socialiste, telle que nous la concevons, se doit d'autoriser les croyances, les cultes et de leur donner les moyens de s'exprimer. Le marxisme n'a rien à craindre à la confrontation des idées, bien au contraire, aussi longtemps que l'Eglise je joue pas le rôle d'une force politique contre-révolutionnaire active comme ce fut le cas en Espagne au moment de la guerre civile. Mais si Marchais se trouve obligé d'insister sur ce point c'est que l'intolérance religieuse et l'antisémitisme qui sévissent en URSS ont créé une profonde défiance parmi les chrétiens. Or, il n'y a là rien d'inhérent au marxisme, aux intérêts de la classe ouvrière, ou à la dictature du prolétariat.

En revanche, tout en affirmant ses intentions démocratiques, Marchais renonce à la lutte idéologique contre la religion : il y voit même une « mascarade déplacée ». Il abandonne ce faisant un aspect fondamental de la lutte de classe. La polémique contre la religion ne relève pas pour nous d'une prétention à faire prévaloir une vérité exclusive,



elle vise la religion comme idéologie par excellence de la collaboration de classe, qui fait communier pauvres et riches dans la même soumission au jugement de Dieu.

Pour vacciner ses fidèles contre les avances de Marchais, l'archevêque de Lyon, dans une homélie prononcée mardi avait d'ailleurs bien cet aspect en lumière : « L'option temporelle ne prime pas la foi et elle doit même être interpellée par la foi ». Autrement dit, les fidèles ne doivent pas oublier l'autorité qui, dont ils dépendent et qui s'élève au-dessus des divisions de classes.

Le renoncement de Marchais, n'est pas fortuit : il prolonge en bonne logique la politique de main tendue à la bourgeoisie qui prend nom selon les cas de compromis historique ou de démocratie avancée. La collaboration de classe sur le plan idéologique reflète fidèlement la pratique politique elle-même.

ROUGE A BESOIN IMMEDIATEMENT DE 400 000 F.

Il n'y a pas de miracle pour un quotidien révolutionnaire et cela devait arriver et arrivera encore, le temps de stabiliser notre journal. Nous avons un trou de 400 000 francs qu'il faut combler dans les semaines à venir.

Pourquoi ?

La vente autour de 10 000 exemplaires reste déficitaire. Nous ne pouvons escompter l'augmenter qu'en septembre. Nous pensions combler le déficit prévu par des travaux extérieurs sur nos rotatives, or pas manque d'équipe qualifiée nous ne sommes pas encore prêts à les assurer.

Nous devons recevoir un remboursement de TVA sur nos machines de près de 200 000 francs qui n'arrivera qu'après les vacances.

Comment ?

Or, nous devons payer impérativement nos traites du mois de juin, au risque de ne plus pouvoir paraître.

Amis, camarades, ce journal ne peut compter que sur vous.

Il nous faut 400 000 Francs pour passer le cap de l'été, vous seuls pouvez les trouver.

- en souscrivant tout de suite les abonnements d'été,
- en versant le maximum d'argent pour la souscription,
- et même ceux qui le peuvent, en faisant un prêt au journal.

Nous sommes conscients de l'effort demandé mais nous savons tous les difficultés que représente la sortie d'un quotidien communiste.

Envoyez vos chèques à Pierrette Chenot

Rouge 2, rue Richard Lenoir

93100 Montreuil

Permanence pour les prêts et les versements tous les jours à Rouge de 9 H 30 à 20 H 00.

ANCIEN TOTAL	160534,60
Collecte école	
Normale Laon	100,00
Meeting LCR Vierzon	200,00
BJM Lencloître	125,00
L.Q. Paris	40,00
G.T. PTT Garonor	1000,00

Un M.A.	10,00
Boniface ex C.R. Sorbonne	80,00
Diffuseurs Noisy	150,00
Diffuseurs Aulnay	150,00
Diffuseurs Dunkerque	200,00
NOUVEAU TOTAL	162589,60

IMRO ROUEN

« ON FAIT NOTRE METIER SANS CHEF NI PATRON »

Les travailleurs de L'Imprimerie Rouennaise qui occupent leur entreprise depuis septembre 1975 ont décidé d'organiser des journées « Porte ouvert » pour mieux faire connaître leur lutte qui s'inscrit dans la longue chaîne des entreprises qui refusent les licenciements massifs et les restructurations à la mode Giscard-Ponia.

Nous les avons rencontrés et ils nous ont expliqué comment et pourquoi ils publient un journal des luttes « Spécial-Licenciements »

Comment en êtes-vous venus à publier « Spécial-Licenciements ».

L'IMRO a été depuis 15 ans la locomotive de l'action sur l'imprimerie de la région; *Spécial-Licenciements*, c'est toute cette combativité. Bien avant *Spécial-Licenciements*, on a sorti des feuilles d'information, alors que nous étions en lutte, où figurait la mention: ce tract a été réalisé par les travailleurs en lutte sur leur outil de travail et ceci bien avant Caron-Ozanne, bien avant Lip. Cette idée, qui, au départ n'était pas bien vue par les Fédérations s'est petit à petit imposée.

Comment déterminez-vous le contenu de *Spécial-Licenciements* ?

Tout d'abord, on a essayé dans le premier numéro d'expliquer aux autres travailleurs pourquoi on avait liquidé les biens de l'IMRO. Dans les numéros suivants, nous avons essayé de montrer que nous n'étions pas seuls dans ce combat, mais qu'il y avait d'autres entreprises en lutte.

Le 5^e numéro avait aussi marqué une initiative importante, conformément aux décisions du congrès du 15^e groupe de la FFTL puisque nous demandions une coordination des ouvriers du Livre de la région, c'est-à-dire coordonner au niveau de Caron-Ozanne, au niveau de Michel Frères(1), au niveau de l'IMRO. Ça ne s'est pas fait pour des raisons techniques mais le projet nous tient à coeur, il se réalisera sûrement dans les mois à venir.

Dans les prochains numéros nous pensons donner plus de place

à l'écho des autres conflits et peut-être ajouter une page culture et débordement le cadre des luttes.

Comment réalisez-vous *Spécial-Licenciements* ?

Tout travailleur de l'IMRO peut s'exprimer dans S.L. En fait, c'est une équipe de 4 à 6 camarades qui en assure la réalisation de la rédaction à l'impression. On choisit les articles déjà disponibles et les thèmes qui nous paraissent importants. Une fois ce choix fait, on demande à un camarade d'écrire un texte ou de contacter l'organisation syndicale ou les travailleurs en lutte pour qu'ils fassent ce texte.

On a ainsi la structure d'un petit mensuel qui doit tenir compte des données de tout journal. On refait notre métier avec la seule différence: il n'y a pas de chef, pas de patron.

Comment établissez-vous les contacts avec les boîtes en lutte ?

Depuis un certain temps, les conflits se multiplient dans la région rouennaise. Quand il y a conflit, des gars se proposent toujours pour aller voir les camarades en lutte. Par exemple, pour Sopalin, on s'est déplacé, on a amené des journaux, des affiches, on a visité leur entreprise, ils nous ont expliqué leur travail, les salaires, leur lutte. Pour nous ça a été un échange, nous sommes allés coller des affiches avec eux, nous avons participé à des manifs avec eux. Pour Lincoln, ce fut la même chose. Pendant la lutte des cheminots on a participé à toutes les manifestations, à toutes leurs assemblées.

Nous voulions montrer qu'il n'y a pas seulement des conflits locaux, mais aussi globaux où nous essayons de développer la coordination des luttes.

Comment assurez-vous la diffusion ?

12 000 exemplaires, c'est peu. Ils partent très rapidement. Ils sont ventilés de différentes manières, par les camarades dans la rue, sur les marchés, par le canal de l'UL CGT et l'UD, par notre canal dans chaque section syndicale du Livre de France et en direction des grands quotidiens. Nous regrettons que bien peu de journaux le répercutent.

Avez-vous eu des occasions d'effectuer des publications pour des structures extérieures ?

Des journaux de lutte, on pourrait en imprimer tous les jours: pour beaucoup d'organisations politiques, de syndicats; nous nous y sommes refusés jusqu'ici pour plusieurs raisons:

- nous sommes chômeurs inscrits à l'ANPE et nous nous battons pour imposer dans la commission le maintien des 90 %.
- Au niveau de l'ASSEDIC, ils nous surveillent de très près;
- Nous manquons de personnel dans divers services
- Nous nous sommes plutôt axés vers une utilisation de notre outil de travail pour notre propre combat.

(1) Depuis, Michel Frère a repris le travail et Caron-Ozanne a été évacué par les flics.



Manifestation de l'IMRO le 23 août 1975
Extrait de « Spécial Licenciements »

PROGRAMME

SAMEDI 12 JUIN A 14 Heures, OUVERTURE DE LA « PORTE OUVERTE »

- 15 h 30, débat sur le démantèlement de l'imprimerie en France avec la participation du Bureau fédéral de la Fédération française du livre (Pierre Koelher, et Roger Coquelin)
- 17 h Plaquevent et Leprest (chanteurs)
- 20 h la troupe « Z » (sous réserve), ou « Simple exemple » film réalisé par Ciné-Lutte sur l'imprimerie Darboy
- 23h Pierre Pane - Chanteur de folk

DIMANCHE 13 JUIN

- 14 h, ouverture
- 15 h « La Pie rouge » troupe de théâtre
- 18 h Nicolle et Hue,
- 20 h, Claude Soloy

En permanence, il y aura une exposition sur le Chili, une exposition des affiches et photos réalisées par les travailleurs de l'IMRO, des stands d'autres entreprises en lutte, des discussions-débats. Visite des ateliers où seront imprimés au cours de la Porte ouverte une bande dessinée retraçant la lutte des travailleurs de l'IMRO ainsi qu'une carte postale. Une délégation de journalistes anglais, une délégation d'Union soviétique, participation également de l'American Indian Movement, comité français. Ce programme n'est qu'indicatif.

Buffet froid et buvette

IMRO, 25 rue du PRE de la BATAILLE - 76000 ROUEN

vie syndicale

Dans la VO

« NOUS LES ENFANTS DE 36 »

Dans le numéro de la Vie Ouvrière daté du 9 juin on trouve essentiellement un très important dossier sur le bilan du front populaire.

Un premier article retrace l'histoire de ces années-là. Il raconte la signature des fameux accords Matignon qui accordent « une augmentation générale des salaires de 7 à 15 % (en réalité, grâce à la poursuite des luttes les travailleurs vont obtenir beaucoup plus, la moyenne d'augmentation sera supérieure à 30 %, même 40 à 50 % pour les femmes et les jeunes... Les travailleurs les plus mal payés voient leurs salaires doubler, parfois tripler); l'établissement des contrats collectifs, la liberté syndicale, aucune sanction pour fait de grève, etc. ».

La VO insiste sur les conquêtes sociales obtenues par l'action des députés du front populaire « Pendant ce temps le parlement se met à voter au pas de course une foule de lois sociales. Parmi lesquelles: les congés payés, les 40 H, les conventions collectives, la prolongation de la scolarité (de 11 à 14 ans), etc. La classe ouvrière n'avait jamais

gagné tant en si peu de temps ».

Puis on peut lire un débat sur « trois générations face au front populaire » qui tire un bilan de la réunification syndicale de mars 36 entre la CGT et la CGTU. Enfin, un certain nombre de témoignages sur la façon dont « 36 » a été vécu à la base.

Le bimensuel officiel de la CGT, Le Peuple, rapporte dans son numéro 992 (15 au 30 juin), les travaux du comité confédéral national des 19 et 20 Mai 1976. La plus grande partie du Peuple est consacrée au texte présenté devant le CCN au nom du bureau confédéral par René Buhl. Il s'agit là d'un rapport marquant sur lequel Rouge reviendra.

Puis, figure l'intervention de Johannes Galland sur le travail international. Il déclare que « la revendication des 35 H hebdomadaires, sur laquelle nous nous sommes déclarés d'accord, à l'issue de la rencontre de Bruxelles, n'élimine pas pour autant notre bataille pour les 40 H... Notre accord s'inscrit dans notre lutte pour les 40 H., immédiatement, étape vers la nécessité d'aller aux 35 h par semaine ».

Elèves-infirmières

LA REPRESSION

Salle pleine, mercredi soir, pour le meeting convoqué à l'initiative de la CFDT sur la répression contre les travailleurs en formation du secteur sanitaire et social.

Une permanente de la CFDT retrace l'histoire des luttes de ce secteur et en particulier celle des

élèves de Garches, dont la lutte a duré près de trois semaines.

Elle souligne la force avec laquelle la répression s'abat dans ce secteur. Une déléguée licenciée à Garches, plusieurs blâmes infligés au personnel solidaire des élèves et encore des conseils techniques en perspective. Un élève infirmier, membre de la coordination des élèves intervient ensuite pour recadrer les luttes par rapport à l'ensemble du secteur. Il brosse un portrait « humoristique » mais hélas, bien réel, de ce que souhaitent le patronat et le gouvernement: des infirmières toutes sur le même modèle, dociles, soumises à la hiérarchie, technicienne et dévouées comme des bonnes soeurs. La répression qu'il dénonce prend aussi

dans une large mesure des prétextes de « morale » pour frapper: oeil fixe, comportement marginal « nuisant au travail » etc., la liste est longue et révélatrice.

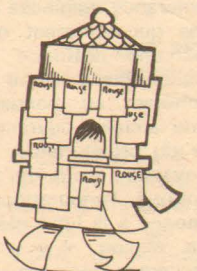
Ce sont ensuite des représentants de la Salpêtrière et de Cochin qui viennent dénoncer les licenciements, les rétrogradations d'agents hospitaliers, les conditions de travail qui usent les travailleurs, qui poussés à bout craquent et sont alors sanctionnés.

Plus que jamais apparait la nécessité de l'organisation de la structuration et de la coordination dans le mouvement des écoles d'infirmières. L'Assistance publique a frappé très fort, mais la sensibilisation se renforce et la répression ne fait que l'accroître.

LA BASSE VENGEANCE DU POUVOIR CONTRE ROBERT PELLETIER

Le 10 juin 1976, les sections syndicales SNETP-CGT, SGEN-CFDT, SNEP, SNES, SNI, de la cité scolaire Edouard Vaillant, à Gennevilliers dans le 92 (CET, Lycée Technique, CES) viennent d'apprendre avec indignation la mesure d'exclusion de l'éducation nationale qui frappe leur collègue Robert Pelletier, instituteur suppléant. Elles ne sauraient admettre une telle mesure, qui un an après, prenant prétexte d'une condamnation au tribunal militaire lors du procès des trois soldats de Draguignan, fait figure de basse vengeance après la déroute essuyée par la hiérarchie militaire et le gouvernement lors du procès. Elles réaffirment leur solidarité avec Robert Pelletier, comme elles l'avaient fait lors du procès et exigent de l'inspecteur d'académie la levée immédiate de cette mesure inique.

Dernière minute: A Garches, l'administration a décidé de faire passer 30 élèves en conseil technique (risque d'exclusion Rassemblement, aujourd'hui 14 heures, des élèves et du personnel solidaire devant l'école de l'hôpital de Garches (92).



FOYERS SONACOTRA

LA LA VALSE HESITATION DE CLAUDIUS PETIT

La direction de la Sonacotra a refusé de rencontrer aujourd'hui les représentants du comité de coordination. Sous un douteux prétexte : l'ouverture de négociations aurait entraîné « manifestations et incidents » de la part du comité.

Gênée sans doute, la direction de la Sonacotra s'efforce d'argumenter : il n'y aurait plus que « onze foyers en grève représentant 3 000 à 3 500 résidents ». Une misère, n'est-ce pas ? Et puis, les revendications avancées sont inacceptables. Pensez un peu ! La transformation des gérants en concierges avec le statut de locataires ! Oùrait-on ?

La Sonacotra ment, tout simplement. Elle reconnaissait autrefois que 20 foyers étaient en grève des paiements. Et la revendication du statut de locataire (et non d'assisté aux ordres d'un gérant) est parfaitement justifiée.

Mais ces beaux messieurs (au fait M. Claudius Petit, député centriste de votre état, avez-vous ja-

mais passé une nuit dans un foyer ?) reçoivent un bien curieux soutien : celui du PCF.

Le PCF, victoire dans la division ?

L'Humanité du 10 juin titre : « Claudius-Petit relance l'agitation. » Devinez comment. « En ressuscitant le comité de coordination » qui ne serait qu'un « organisme sans aucune représentativité, ouvertement manipulé par des groupuscules gauchistes. » Effarant ! Et le raisonnement lancinant revient : il faut négocier foyer par foyer.

Mais les conditions communes aux foyers Sonacotra permettant l'établissement d'une plate-forme commune n'existe-t-elle pas ? Si, bien sûr. Alors dans une lutte d'entreprise, faut-il négocier atelier par atelier ou tous ensemble ? En fait, le Parti communiste ne veut entendre parler à aucun prix de l'organisation

démocratique de la lutte des résidents (élection des délégués foyer par foyer) et a eu très peur que la Sonacotra ouvre des discussions avec le comité. Aussi se déchaîne-t-il contre lui. C'est pourtant cette attitude de division qui favorise les manœuvres de Claudius-Petit, et demain de nouveaux coups de Ponia contre les immigrés.

Plus que jamais, la voie reste celle de l'unité et de la démocratie dans le combat. La Sonacotra doit ouvrir des négociations avec le comité de coordination, représentatif des résidents en lutte.

J.C.

● Le comité de soutien aux Foyers Sonacotra de Champigny affirme dans un communiqué son soutien total à la juste lutte des travailleurs immigrés et proteste contre la répression dont ils font victimes (18 expulsés depuis le début de la lutte).

FOYER DES TRAVAILLEURS AFRICAINS

5 ANS DE GREVE !

Les résidents du foyer du 49, avenue Léon Gaumont à Paris 20^e sont en lutte pour leur logement. Depuis cinq ans. Et depuis octobre 1971, ils ont pris eux-mêmes la gestion de ce qu'ils appellent « leur foyer-taudis ».

Ils ont demandé, il y a plus de trois ans, à être relogés. Mais les promesses d'action rapide n'ont pas été tenues. Aussi les résidents ont-ils multiplié les démarches (à Bobigny) et les journées « portes ouvertes (deux déjà) ».

Ils veulent être relogés mais pas dans un nouveau foyer-prison où ils n'auraient aucun droit et où ils ne pourraient donner leur avis.

Ils refusent la dispersion de leurs communautés, qui leur permettent de tenir le coup face au chômage et à la maladie, lors des travaux pénibles qu'ils effectuent.

Ils veulent être relogés près de Paris où la plupart d'entre eux travaillent comme éboueurs ou en usine.

Ce ne serait là que justice.

Eh bien, au bout de cinq ans, de combats, la préfecture qui a pourtant reconnu ces revendications comme « légitimes » n'a rien fait. Elle expulse avec plus de facilité qu'elle ne reloges...

Depuis samedi 12 juin, une troisième « journées portes ouvertes » aura lieu. Pour continuer le combat jusqu'à un logement décent.

TRIBUNE des luttes

Syndicat CFDT de la Fonction Publique de Rouen « devant l'aggravation de la répression dans la Fonction Publique, préparons la riposte. »

A la suite de contacts entre les avocats représentant respectivement le comité de coordination des foyers Sonacotra et la direction des foyers Sonacotra, un accord verbal avait été conclu pour que soient réengagées de nouvelles négociations le 11 juin, à 18 heures 30, 42 rue Cambronne au siège de la Société Sonacotra.

Or, dans un communiqué diffusé mercredi 9 juin dans l'après-midi, la société indique qu'elle « n'accepte pas la procédure qu'on tente de lui imposer ». De quoi s'agit-il en réalité ? La Société Sonacotra fait référence à un communiqué du comité de coordination des foyers Sonacotra en date du 8 juin, où il « lance un appel de solidarité à l'ensemble des travailleurs français, immigrés, et aux organisations, syndicats et partis démocratiques, à venir appuyer la délégation ».

La Société Sonacotra interprète cela comme une volonté d'organiser une manif devant le siège de la Société. Il en a jamais été question. Si la Sonacotra persiste dans ce point de vue, elle ne pourra être comprise par les résidents et l'ensemble des travailleurs qui nous soutiennent que comme un prétexte pour rompre l'accord passé entre les deux parties.

L'appel du comité de coordination du 8 juin n'avait d'autre but qu'informer largement l'opinion publique et éviter ainsi toute provocation.

Le comité de coordination représentant plus de 47 foyers en grève réaffirme sa volonté de négocier avec la société Sonacotra sur la base de la plate-forme revendicative de tous les foyers. Que de nouvelles négociations ne s'ouvrent pas le 11 juin, la Société Sonacotra en porte la responsabilité.

mercredi 9/6/76

Comité de coordination des foyers Sonacotra

Communiqué de presse du comité de coordination des foyers Sonacotra

Les exemples ne manquent pas : les conflits en cours dans la Magistrature, la campagne de dénigrement dirigée contre les inspecteurs et contrôleurs des impôts qui seraient trop zélés, l'aggravation très nette du contrôle et des sanctions sur les enseignants qui ne donneraient pas suffisamment de preuve de loyauté à l'égard du pouvoir, la campagne dirigée contre certains personnels de la Fonction publique qui s'assortit déjà de mesures prises à l'encontre de militants syndicaux. Ainsi, il apparaît que le pouvoir entend actuellement au nom de l'obligation de réserve s'engager de plus en plus loin dans la voie de la répression voire de l'épuration à l'égard des fonctionnaires ou assimilés qui ne donneraient pas des gages suffisants de fidélité au régime. Toute une série de déclarations gouvernementales viennent aujourd'hui confirmer cette hypothèse. Ainsi les syndicats CFDT de la Fonction publique ont-ils décidé une riposte qui prendra la forme d'une soirée-débat au cours de laquelle chaque administration y compris la magistrature vous informera de la réflexion dans son secteur à la suite de quoi un débat d'ensemble s'engagera, nous vous invitons donc à venir nombreux à la Salle du Châtelet, 2^e centre commercial des Sapins, à Rouen, le vendredi 11 juin de 18 à 22 heures. Casse-croûte et boissons fraîches.

POUR NOUS AIDER

Il existe une revue dont les lecteurs de Rouge n'ont guère entendu parler. C'est « Legi-social ». Il s'agit d'une parution patronale dont le but est de faciliter la tâche aux chefs d'entreprises. Dernière production de cette revue : un numéro spécial sur les mille et un moyens de licencier un salarié. Pareil effort mériterait une diffusion exceptionnelle et c'est ainsi qu'une société se trouvant au 10, Impasse Guéménée a reçu la lettre annonce de ces petits requins. Nous la publions. Le cynisme que l'on y trouve se passe de commentaires.

LEGI-SOCIAL

54 RUE DE CHABROL
75010 PARIS
TEL 874 15 92

Monsieur,

Il existe 23 procédures différentes possibles pour le licenciement d'un salarié !

C'est dire que licencier un salarié peut soulever bien des difficultés surtout qu'en cas d'erreur de procédure ou de motifs de licenciement insuffisamment étayés les sanctions pécuniaires peuvent être fort lourdes (indemnités minimales de 6 mois de salaires ; remboursement des indemnités de chômage ; réintégration possible du salarié...).

L'équipe LEGI-SOCIAL, pour répondre à ce problème, vient de mettre au point un guide par cas qui permet de :
— déterminer avec sûreté la procédure à appliquer ;
— remplir sans risque d'erreur les strictes formalités à accomplir ;
— pallier les litiges qui peuvent survenir.

Ce guide constituera, pour la « gestion sociale » de votre entreprise, le memento pratique indispensable.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués et dévoués.

Y.R. de la Villeguerin

Y.R. de la VILLEGUERIN.

en lutte

● A Amiens, les garages continuent la bagarre. Ceux de Peugeot-Dury viennent de reprendre le travail après avoir obtenu 130 F de plus par mois et deux journées et demie de grève payées, sur sept. Au garage Citroën, la grève continue. Le patron est en vacances à Paris et ne semble pas pressé de négocier. Hier, les femmes des bureaux sont rentrées dans le mouvement. L'entrée du garage est barrée par les grévistes. Quant à Renault, les négociations se poursuivent et, en cas d'échec, une grève est là aussi probable.

Correspondant

● La lutte d'une partie de l'atelier 225 de l'usine Bosch à St Ouen s'est terminée sans que la revendication du passage au taux supérieur soit acceptée par le patron. Mercredi soir, les délégués syndicaux ont été reçus par la direction. Les propositions de cette dernière étaient claires : « Si tout le monde reprend le travail immédiatement, nous annulons les procédures de licenciement ». Car 19 travailleurs tombaient sous le coup d'une procédure de licenciement. Au cours d'une assemblée des grévistes, 20 se sont prononcés pour la reprise et 10 pour continuer. Le travail a donc repris ce matin. Mais le contentieux demeure.

Correspondant

● Nice : les 1200 travailleurs de « Cap 3000 » en sont à leur 14^e jour de grève pour obtenir les 200 F pour tous, la prime de vacances de 1500 F, une cinquième semaine de congés payés, et le paiement des jours de grève. La direction a cédé sur le retour aux 40 H et différents aménagements, mais elle refuse de céder sur les 200 F et les jours de grève par principe dit-elle. Face au refus de la direction, les travailleurs continuent la lutte. Mercredi, au cours d'une AG, la CGT a proposé de signer ce qui avait été accordé et de rentrer. Mais sur une proposition de la CFDT, l'immense majorité du personnel s'est prononcé pour continuer. La grève doit maintenant trouver un second souffle et s'appuyer sur la solidarité de l'ensemble des travailleurs des Nouvelles Galeries.

Correspondant

● La mobilisation continue à l'usine de Rhône Poulenc située à Péage-du-Roussillon. Le jeudi 10 juin, des débrayages devaient avoir lieu d'après-midi et une manifestation était organisée à la sous-préfecture de Vienne. Les travailleurs continuent à exiger l'annulation des mutations et des licenciements.

Correspondante

Manifestation des travailleurs du Livre lors du départ de la marche Paris-Strasbourg. Plusieurs centaines de travailleurs du Livre se sont faits un plaisir de manifester au départ de Paris-Strasbourg, organisé par le sinistre Amaury, directeur du « Parisien Libéré ». Pour protester contre la situation actuelle des ouvriers dans cette branche.

Grève au Centre national d'études spatiales à Toulouse. Pour riposter aux menaces de licenciements

CONTRE-PRESSE

PROCES DU CLAMPIN-LIBERE A LILLE

Après la victoire du *Goujon* devant les tribunaux de Verdun, c'est au tour du *Clampin Libéré* de se présenter en justice à Lille. Il est attaqué par l'ancien directeur du centre hospitalier de Lille (CHR), Muffragi un UDR bon teint qui a de bons amis dans les vieux croutons de l'UDR. Le dossier concernait avant tout les conditions de travail et de soins scandaleuses, qui faisaient dire à Muffragi lui-même : « entassés dans des conditions inhumaines, les malades de neuro-chirurgie ne connaissent pas les conditions d'asepsie que mérite leur état et se voient ainsi privés des chances de vie que leur ont donné les chirurgiens de service ». Là-dessus Muffragi ne porte pas plainte, il aurait du mal.

Par contre sa gestion est mise en cause « dans un petit papier signé du Pr Hurriez » (le directeur de l'institut Pasteur) et que le *Clampin* a « trouvé dans une poubelle ». Il sem-

ble en effet que Muffragi ait donné la priorité à des gens de sa famille pour exécuter des travaux couteux, il aurait aussi utilisé des fonds pour faire rénover son logement de fonction et engagé 62 millions pour un travail de prestige : la construction d'une salle de réunion pour le conseil d'administration. « Question très originale qui a fait dire à certaines mauvaises langues que durant la direction de Mr M., il y a eu un détournement de plusieurs centaines de millions d'AF » affirme le *Clampin*. Et là, ce serait de la difamation... Mais le *Clampin* n'était pas le premier à parler de ce scandale : il était de notoriété publique chez les étudiants de médecine.

Enfin Muffragi a été muté à Rennes, ce qui peut apparaître comme une promotion, mais serait plutôt le résultat d'une enquête administrative... Va savoir ! Les dossiers de notables sont si bien gardés que même si un journal a la certitude de

ce qu'il avance, il a du mal à en faire la preuve. C'est ce qu'expliquera d'ailleurs à la barre un journaliste du Nord. Muffragi réclame 10 000 francs, que tous les lillois viennent donc soutenir le *Clampin*, lundi à 14h au palais de justice.

A noter par ailleurs la parution du n° de juin du *Clampin libéré*, celui de Klapperstei 68 consacré entre autres au canal à grand gabarit qui doit relier le Rhin au Rhône, projet dont Klapp dénonce la « mégalomanie ». Il titre : « grâce au canal à grand gabarit, des emplois en Alsace : création d'un chantier à Guebwiller ». Les alsaciens et les bons élèves comprendront : Guebwiller c'est le point culminant de l'Alsace (1 426m)...

Parus aussi le *Goujon* et le numéro de l'été du *Petit rouge de Touraine*, *La Crie de Marseille* qui revient sur la guerre des cerises.

P.V.

Le Clampin

n° 20
juin 76
2 f.

VIEUX LILLE : tous dehors

Parquet et rigide
MCF comme



mensuel régional de contre-information

Le mouvement écologique a décidé de présenter des candidats aux municipales. Dès maintenant, une brochure : « Une base pour les municipales de 77 ». Les textes de base des candidats écologiques aux élections cantonales de Mars 76 (100 pages, 8 F) est à la disposition de tous ceux que la question intéresse. 65 bd Arago Paris.

A QUOI ET A QUI SERT LE TRAVAIL SOCIAL

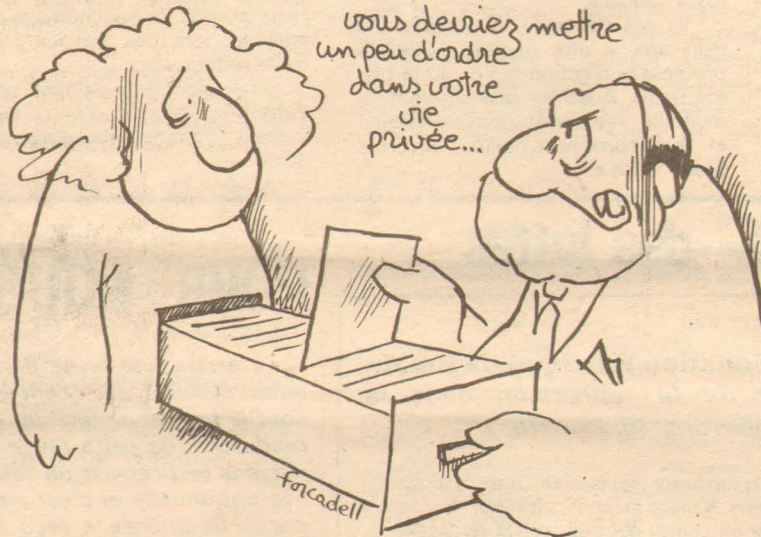
par J. F. Vilar

Ce n'est pas d'hier que les travailleurs sociaux dénoncent le rôle répressif et normalisateur qu'on cherche en permanence à leur faire jouer. En institution ou en « milieu ouvert », et quelle que soit la spécificité de leur intervention c'est à une vaste entreprise d'encadrement policier de la population qu'ils ont parfois l'impression de participer. A juste titre.

Il serait absurde d'assimiler les travailleurs sociaux à des flics. Mais il serait dangereux d'ignorer tout ce qui, dans leurs fonctions, est lié à la défense et à la reproduction de l'ordre bourgeois.

Des travailleurs qui ont bénéficié pendant de longues années d'une certaine autonomie d'action dans l'exercice de leur travail (ce qui, au passage est à l'origine de pas mal d'illusions tenaces, notamment en ce qui concerne les pratiques « institutionnelles »), on cherche actuellement à faire des exécutants dociles.

L'alibi de l'assistance s'effrite, la mise au pas s'installe.



1/ DANS LES MAILLES DE L'INFORMATIQUE...

On se souvient du projet *Safari*, système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus, ce vaste plan de mise en fiches de la population, permettant à partir d'un identifiant unique, le numéro de sécurité sociale, de centraliser l'ensemble des données concernant un individu. Ce *Big Brother informatique* se met en place méthodiquement, mais déjà il apparaît incomplet.

Ce ne sont pas seulement les étapes d'une vie active, les écarts par rapport à la loi, les déplacements qu'il faut réunir, mais aussi tout ce qui permet, dans le passé le plus lointain d'un individu de déceler l'indice d'une déviance possible.

Le flicage en poupées gigognes

Tels les poupées gigognes, c'est dans le cadre du projet safari que s'insèrent et trouvent place les projets AUDASS et GAMIN, l'humour des sigles cachant de bien sombres perspectives...

AUDASS, c'est l'« Automatisation des Directions Départementales d'Action Sanitaire et Sociale ». Autrement dit le fichage systématique de l'ensemble des « assistés ». Le projet GAMIN qui en est le prolongement consiste à mettre en fiches tous les enfants à partir des examens médicaux du 8^e jour, du 9^e et du 24^e mois. GAMIN : « Gestion Automatisée de Médecine Infantile ».

Présenté comme une innocente rationalisation administrative, ce

fichage vise en fait à mettre en fiche la vie privée et sociale des individus et ce, dès le plus jeune âge. Il connaît un commencement d'application dans une vingtaine de départements dans la région parisienne, en particulier le Val de Marne, mais aussi en province (Seine Maritime, etc...)

La masse de renseignements que peut réunir un organisme comme la DDASS est en effet impressionnante. La DDASS apporte des aides financières, sous forme d'allocations mensuelles aux familles en difficultés momentanées, qu'elle peut le cas échéant recueillir et faire placer les enfants, qu'elle apporte une aide financière en cas de maladie, qu'elle a la responsabilité de la protection maternelle infantile (PMI) et de l'enfance inadaptée en général, qu'elle intervient dans la santé scolaire, qu'elle a la responsabilité de la lutte anti-tuberculeuse, anti-vénérienne, des vaccinations etc. Détail qui a son importance : la DDASS, comme tous les services départementaux, est placée sous la direction générale du Préfet...qui lui-même dépend du Ministère de l'Intérieur. Voilà qui a le mérite de la clarté.

Qui est touché ? Dans la mesure où ces projets s'étendent à l'ensemble des départements : 750 000 enfants (pour l'Aide de l'enfance), 21 000 000 de personnes pour l'Aide Sociale. Qu'est-ce qui figure sur les fiches ? des renseignements aussi innocents que l'état des ressources, le numéro des comptes bancaire ou postal, les domiciles officiels et de secours, la situation de famille bien sûr. Plus franc encore sont les renseignements recueillis dans le cadre de l'aide à l'enfance. Dans les

motifs de signalement figurent le signalement des parents : couple séparé, mauvais traitements, incarcérations éventuelles, mœurs des parents et de l'enfant, religion, diplôme, identifiant des différents organismes auxquels les parents ont affaire (banques, prestations sociales etc).

Population à risques

Rationalisation des services ? Même en admettant naïvement cette hypothèse le scandale serait gros, puisque la mise en fiches informatiques reposerait alors sur une hypothèse : celle de l'augmentation rapide et régulière du nombre d'« assistés ». On va, dans ce cadre, jusqu'à admettre que 50 % de la population relèvera bientôt de l'aide sociale ! Bref : quand bien même les initiateurs des projets AUDASS et GAMIN n'auraient qu'une meilleure « assistance » en tête, ils se situeraient au niveau des conséquences entraînant cette « assistance », et non au niveau des causes. La méthode n'a évidemment strictement rien à faire en la matière : c'est la logique policière qui l'emporte.

Cette logique est particulièrement claire quand on examine les déterminants sociaux qui permettent, selon le projet GAMIN de prévoir des risques d'inadaptation. « Profession de l'allocataire ou de la mère : salarié, étudiant, militaire du contingent, ancien agriculteur, sans profession, Une nationalité étrangère, une mère dont l'âge est inférieur à 18 ans induisent également de gros risques. C'est bel et bien la notion de « population cible », de population « à risques » qui est la

base des projets. On imagine trop bien à quoi peut servir un pareil fichier, car tout le monde s'accorde à penser que son utilité dans le cadre du travail social proprement dit est rigoureusement nulle. Loin de décharger les services, ces projets accablent au contraire, ils permettent l'accumulation de menues erreurs qui bloquent ou retardent les interventions d'assistance réelle. D'un point de vue policier l'intérêt est évidemment tout autre.

Faire admettre aux travailleurs sociaux transformés en enquêteurs qu'ils ont à devenir des fournisseurs de données, voilà la difficulté actuelle. Tâche d'ampleur si on en croit la citation suivante : « Nous avons donné des consignes strictes aux puéricultrices afin qu'elles soient capables d'opérer une marche arrière (sic), c'est-à-dire de donner à leur visite une raison autre que la véritable ». Autrement dit : faire semblant de faire du travail social là où on ne fait que du flicage ! Et c'est le responsable actuel des projets AUDASS et GAMIN qui le dit.

Comment les travailleurs sociaux réagiront-ils à ce projet ? Jusqu'à présent la résistance est vive. Plusieurs actions se mènent dans les départements où le flicage informatisé se met en place. Elles sont en général menées à l'initiative de la CFDT, mais la CGT ne semble pas vouloir être en recul. Le boycott pur et simple, la dénonciation infatigable sont sûrement les meilleures armes. Cette bataille est néanmoins difficile, car hormis certaines bavures ou indiscretions, tout est fait pour que l'opinion publique et les travailleurs sociaux concernés aient le moins de renseignements possibles sur ces projets

(A SUIVRE)

les temps modernes

PETROLIERS : DU GEANT A GOGO

Le pétrolier « géant » Batillus, le plus grand bateau du monde, est arrivé pour les dernières mises au point au port pétrolier « géant » d'Antifer près du Havre. Il a fallu convoquer le géant dans le sein du géant, parce qu'à Saint-Nazaire où se trouvait le pétrolier, des grévistes refusaient de fignoler le navire.

En Norvège, M. Reksen, le plus gros propriétaire de pétroliers du monde vient d'être accusé de fraude fiscale « géante » pour un montant de 95 millions de dollars. Il possède dix pétroliers « géants » de 2,1 millions de tonnes au total, dont 8 ne sont pas utilisés sans compter les unités qui circulent sous pavillon panaméen et libérien.

Ça devait arriver : il fallait associer les performances, les faire se valoriser mutuellement, réunir la technique des machines et celle des muscles : l'équipe olympique britannique se rendra sans doute à Montréal en Concorde.

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION POUR LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS

Refusez les radioscopies 5,5r/30s, et les radiophotographies 1,8r appelées à tort radiographies : elles vous sont imposées notamment par la médecine du travail et la médecine scolaire. Refusez individuellement ou mieux collectivement. Faites à la place un examen clinique. N'acceptez les radiographies véritables 0,024r (moins nocives), que lorsqu'elles sont justifiées.

APRI, 12 rue des noyers Crisenoy 77 Verneuil-l'Etang.

COOPERATIVE BIOLOGIQUE A AMIENS ?

S'il y a assez de gens intéressés par la création d'une coopérative de consommateurs d'aliments biologiques à Amiens (qui approvisionnerait aussi Abbeville ou d'autres villes) celle-ci pourrait être créée vers la fin 76. Il suffirait que chacun avance quelques billets de mille, remboursés ensuite.

A. Graine 1, rue Cagnard 80000 Amiens.

CE SOIR REUNION-DEBAT DU PLANNING A NANCY

A l'initiative des sections du mouvement du Plannin familial de Meurthe et Moselle, une réunion aura lieu le vendredi 11 juin à 20 h 30 salle Chepfer (mairie de Nancy). Cette réunion aura pour but de faire un bilan collectif des moyens contraceptifs utilisés et des pratiques d'interruption volontaires de grossesse à Nancy et en banlieue.

CE SOIR REUNION-DEBAT DU GROUPE FEMMES MONTREUIL

Ce vendredi à 20 h, 17 rue Hoche, à Montreuil, le groupe femmes présentera un montage diapos sur les femmes, lors d'une réunion-débat sur le thème de « l'éternel féminin ».

armée

Aujourd'hui Belle-Ile

DEMAIN LE LIBAN ?

Alors le Liban, on y va ou pas? Indépendamment des contorsions officielles, des avancées subites de Giscard et des reculs prudents de Sauvagnargues, on s'agit ferme dans les casernes et les bases. Cette perspective de baroud, même si elle est problématique, vaut qu'on s'y prépare activement. Ainsi, à la IX^e Division d'infanterie de Marine, qui regroupe le 1^{er} Rima de Granville, le 2^e Rima du Mans, le 3^e Rima de Vannes (régiment composé uniquement d'engagés), le 3^e RICM de Vannes, le 409^e BCS de Dinan-St Malo, le 41^{er} RI de la Lande d'Ouéa on se prépare à partir en campagne ; ces unités seraient mobilisés à un titre ou à un autre en cas d'intervention.

Le 41^{er} RI de la Lande d'Ouéa a entamé depuis mercredi un exercice dit « Archipel », étalé sur 3 jours. Il comporte des exercices d'héliportage, de débarquement, dans les régions de Quiberon et Belle Ile en Mer. Cet exercice, apparemment décidé en catastrophe est explicitement présenté comme préparatoire à une intervention au Liban.

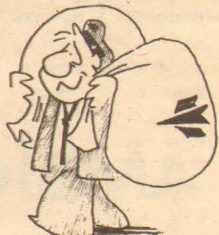
Réaction des soldats? Pour la plupart d'entre eux la manœuvre ne manque pas d'intérêt. Tant qu'il s'agit d'une promenade en mer au large des côtes bretonnes, c'est la monotonie du camp qui est rompue. Mais les gars ne sont pas tellement disposés à échanger Belle Ile contre le Liban, pas d'illusion à se faire là-dessus.

Correspondant

CONCOURS DU MEILLEUR DESSIN ANTIMILITARISTE

On en a déjà reçu un. Il est vraiment très bon, et c'est pour ça qu'on le publie. Mais il ne faut pas pour autant se moquer du monde. On a de la culture. Un dessin de George Grosz, tout de même, on n'arrivera pas à nous le faire prendre pour un inédit. Alors : de l'humour, oui. De l'agressivité, oui. Mais aussi de l'imagination.

Un abonnement vacances pour tout dessin publié.



• L'AUDE, LE PCF ET SON SERVICE D'ORDRE

C'est la grande fête annuelle du Parti communiste dans l'Aude. Coursan, un village noyé dans un océan de vignes, reçoit une foule de gens. Il y a Nougaro, des orchestres pour les amateurs de danse, des stands de jeux, des buvettes. Le ciel de Pentecôte est d'un bleu limpide et les nuits criblées d'étoiles. Tout se prête au succès de cet événement audois du PC. Le dimanche soir, après une chaude journée, les buvettes ont fait des affaires. Quelques jeunes ont du « vent dans les voiles ».

Il y a un peu de chahut. C'est alors que l'on voit surgir des gars musclés, matraque en main, pour rappeler à l'ordre ces « perturbateurs ». Et les coups pleuvent sur les crânes : le SO

dans notre courrier

DU COTE DES FETES...

du PC déblaye le terrain. Des militants de la LCR tentent de s'interposer. L'un d'eux est alors violemment pris à partie, les habituelles calomnies stalinien-nes pleuvent...

Correspondant Narbonne

• LES HANDICAPES A LA FETE DE L.O

Le Comité de lutte des handicapés fait savoir qu'il a décidé, ainsi que la Troupe Z et le GRATPP, de ne plus participer à la fête de Lutte ouvrière. Il proteste en effet contre le caractère inaccessible du stand qui lui a été alloué cette année, critique la conception de L.O « sur le seul point du handicap qui est la même que celle de la gauche réformiste », et estime que les stands L.O sont systématiquement privilégiés à la fête de Mériel.

POUR UNE BOUFFEE DE REVE

Et la porte s'est ouverte	Et les fenêtres furent brisées
Et le guitariste est entré	Et les murs ébranlés
Et la foule a chanté	Au son d'une voix désespérée
Et le ciel s'est ouvert	La foule a chanté et applaudi
Sur des étoiles aphrodisiaques	Impuissante, muselée, exorcisée
Tout seul sur la scène	Et le guitariste est sorti
Le guitariste a joué	Et la porte s'est fermée
Et la foule a chanté	
Pour le meilleur et pour le pire	Contribution au débat sur la fête
L'harmonica a grincé	d'un copain de Poitiers

école

A Montpellier, quatre étudiants emprisonnés dont deux condamnés à un an de prison

Montpellier, de notre correspondant

Montpellier, c'est aujourd'hui Versailles et son ordre. La revanche des flics, de la justice et des profs réactionnaires contre la grève étudiante est d'une violence inouïe. Le mercredi 9 juin, après Jean Laforgue la semaine dernière, un autre étudiant Didier Raffanel a été condamné à la même peine : un an de prison dont quatre mois fermes. Ils sont tous deux manifestement étrangers aux faits qui leur sont reprochés (l'armement de cocktails molotov) et ne sont condamnés que sur témoignages de C.R.S. ou de vigiles. En fait ce ne sont pas les individus qui sont jugés mais l'ambiance de la fac, la décision de boycott des examens. Il a été fait appel contre ces jugements scandaleux.

Deux autres étudiants sont également sous les verrous Michel Mira et Jean-Luc Clavier. Sur une dénonciation du secrétaire générale de la fac et du responsable du syndicat autonome, Schouller, pour violence à fonctionnaire. Ce dernier savait très bien qu'une

plainte contre Mira le livrait à la police franquiste puisqu'il est de nationalité espagnole. Même esprit versaillais quand un prof de droit civil, après avoir tenu des discours sur ceux qui sont fait pour commander et les autres, comme 99% des étudiants de première année, ou quand un prof d'économie met 146 zéros au nom de « l'élite ».

Ces Thiers de province devraient butter sur une riposte massive. Or il n'y avait qu'une centaine d'étudiants mobilisés lors du procès de Raffanel. Cette faiblesse est due aux tentatives d'une partie du mouvement étudiant d'imposer le boycott des examens comme préalable au soutien à la défense des inculpés. Une façon d'écarter les organisations syndicales. Alors que si le soutien ne s'élargit pas à ces organisations il perdra toute crédibilité.

Ecrivez aux inculpés : Détenus Jean Laforgue, Didier Raffanel, Prévenus : Michel Mira, Jean-Luc Clavier, maison d'arrêt, Montpellier.

LES LICENCIES DE SEINE St DENIS

C'était hier, 10 juin, la grève des instituteurs de Seine St Denis (93) contre les 137 licenciements « faute de crédits », d'instituteurs suppléants et remplaçants. Une première manifestation a rassemblé 2000 personnes, une seconde appelée par le comité des grève enseignant d'Aulnay et des Lilas et soutenue par les sections locales du SNI s'est tenue l'après-midi au Ministère. Dans ces deux localités 150 instits sont en grève depuis une semaine. Une coordination départementale devait décider hier des prochaines initiatives. Il semble que le pouvoir amorce un recul : 1000 journées de salaires seraient paraît-il débloquées, et surtout le SNI national a communiqué un texte du Ministère qui garantirait de nouveaux remplacements pour les licenciés. Mais pour combien d'entre eux, pour quelle durée, avec quelles garanties pour la rentrée prochaine ! Ces questions sont toujours posées.



Feuilleton

par Bernard Vergnes

UNE JEUNESSE AU CREMATOIRE

Résumé : L'école, la salle de classe, le prof, Benoît et Sylvie. Le prof qui fout Benoît à la porte, Benoît qui refuse, Sylvie qui le soutient, le prof qui sort, la classe qui reste seule, et Sylvie qui propose...

« On continue sans le prof »

Là ; tout le monde attend... attend quoi ?

Attend le chef, l'entraîneur, les gars qui, la fille quoi, le groupe que, quelqu'un qui cause, en somme.

Faire la classe sans le prof, faut dire que c'est pas tellement dans nos habitudes : Le prof c'est un peu l'oreiller ; il arrive, on se repose sur lui, et on dort, tranquille.

Comme à la messe, où je ne suis jamais allé, alors pourquoi en parler, mais j'imagine quand même, faut pas croire, c'est simple, la messe c'est comme l'école, mais en couleur... Benoît, incorrigible mec, tu déliras dans ta tête... alors qu'il faudrait être l'homme de la situation : Faire des propositions, offrir des perspectives, ouvrir des horizons, tu parles, mon horizon c'est vos gueules de mal réveillés, à croire que rien ne vous intéresse, sinistres cons.

« Je ne sais pas, moi, qu'est-ce qui vous intéresserait ? Sylvie a proposé des trucs... » Tous se regardent, gênés, peignés... comme ils sont mignons !

« Y'a un truc auquel je pense, là... ça fait un moment... je me demandais à quoi ça servait, un prof. »

Corinne a lancé le truc, un peu au hasard, mais c'est super comme sujet.

« Ça sert à faire chier le monde !

— Arrête tes conneries ! Tu serais bien emmerdé si on te demandait d'apprendre tous les trucs sans un prof pour t'expliquer...

— Mais merde ! Justement ces trucs, c'est que dalle ! qu'est-ce que tu veux que ça me foute de savoir que m'égale-un-surquatre-vingt-seize-mille-cinq-cent-a-sur-n-I-T... ?

On est tous pliés en quinze sous les tables ! Ah le Jean-Marie, ça lui sort du bide, ça fait des années qu'il la ferme, ça fait des années qu'il est dernier partout, et puis ça faisait des années qu'il avait sorti une formule par cœur ! Alors, tu penses ! Le vrai délire !

Du coup tout le monde s'y met... Enfin, tous les mecs, quoi.

Quand je dis tous les mecs, ça fait un peu sec, comme ça... C'est pas parce qu'on empêchait les nanas d'en dire autant que nous, non, simplement qu'elles avaient pas envie de parler, c'est tout.

Eh bien c'est pas tout, justement. Ah la la, Plaf, il a fallu que la Sylvie foute ses pieds dans le plat, comme si y'avait rien de plus urgent à faire que de causer des vagues à l'âme de ces demoiselles...

« Bon, les filles, on se casse ! Parce que si c'est pour

fermer nos gueules en attendant que les mecs aient fini de s'étripier, merci ».

Alors là, dingue ! La ruée.

« Mal baisée ! », « Ah, dis donc ! Miss MLF, couche toi là, j'te roule une pelle ! ». Ect. Remarque, les gars, ils se prenaient pas trop au sérieux ; pas méchants, quoi. Furieuse Sylvie.

Et les copines qui s'y mettaient doucement...et puis... ça alors !

Benoît, pauvre con, quest-ce que tu fais ?

Tu fais comme les autres, tout à l'heure : tu t'écrases !

J'ai réalisé ça, d'un seul coup ! Vache, le truc, tu te crois, tu te penses, tu te rêves... défenseur de la bonne cause, seul contre tous, et tout et tout, mais quand il faut agir, Zéro !

Ouah, dis donc, la morale que je me suis fait !

Bon, j'avais plus qu'à foncer, quoi !

Fonçons.

« Dites, les gars, c'est pas très juste de votre part de dire des conneries à Sylvie... merde, chacun ses opinions, laissez-la dire les siennes... ».

« Paternaliste, Ha Ha Ha, monsieur veut jouer les protecteurs... ».

Ça, ça m'a fait mal : De Sylvie, ce truc, en pleine gueule ; merde. C'est compliqué la révolution.

A suivre

cinéma

LE SADISME CONTRE SADE



Salo ou les 120 journées de Sodome

Sade : sans conteste l'auteur le plus censuré du monde. Si la répression directe n'a pas renoncé à faire valoir ses droits (Sade interdit à l'affichage, à la vente aux mineurs et ...ignoré par l'université), une censure plus sournoise et diversifiée y supplée, souvent radicalement. Censure par l'érotisme : Sade auteur libertin, prétexte à masturbations clandestines et strip-teases morbides dans les salles obscures ; censure par l'académisme universitaire : Sade, c'est ennuyeux, c'est toujours pareil. Censure par le sadisme enfin : les « fantasmes sadiques », fruits de l'imagination et de la débauche d'un fou furieux (enfermé à l'asile de Charenton) n'ont leur équivalent que dans le déchainement meurtrier du fascisme.

Bizarrement, et à l'exception d'une (l'érotisme), le film de Pasolini semble tomber sous le coup de toutes ces censures à la fois. La première est évidente : la répression directe d'un film qui dérange -elle est le fait de la bourgeoisie et de ses moralistes rétribués. Mais les autres -l'universitarisme, le sadisme- ne sont guère imputables qu'à Pasolini lui-même. Pasolini censeur de Sade, on verra que ce paradoxe n'est pas sans conséquence politique.

A vouloir montrer ce qui est écrit (mais peut-il en être autrement au cinéma ?), on déplace à coup sûr la matérialité même du texte. Pour être plus clair : ce que Sade écrit n'est pas destiné à être vu. Les prouesses sexuelles de ses personnages, les acrobaties incroyables qu'exigent les postures décrites, rien n'est réaliste. En outre, à quelques exceptions près, les personnages ne sont pas décrits dans les romans de Sade : ils n'opèrent pas comme personnes psychologiques mais comme acteurs, comme signes.

C'est pourquoi qui veut lire Sade au niveau de la représentation (en espérant que ça le fera bander) risque fort en effet de ne pas tarder à s'ennuyer !

Cela Pasolini l'a compris, mais sans en tirer les conséquences qu'il aurait fallu. Dès qu'ils sont sur l'écran, dès qu'ils ont un visage, un corps, une existence réelle en dehors du texte (des acteurs de chair et d'os cette fois), les signes sont brouillés, envahis par la psychologie et/ou la morale. Et autant, dans le roman, le caractère répétitif, « toujours pareil », des événements est garant de leur lisibilité, autant, dès lors qu'il y a un « effet de réel », cette répétition ne peut se transformer qu'en ennui.

Mais à la différence du phalantère fouriériste, ses utopies ne se donnent pas comme modèles à

réaliser, mais comme extrapolations fictives de la réalité. Car dans le « système » de Sade, tout fonctionne comme dans une société divisée en classes. Attention : il ne s'agit pas pour autant d'une allégorie : les classes du système sadien ne recouvrent pas exactement les classes de la société française du 18^e siècle. De même, si les perversions y jouent un rôle analogue à celui des marchandises dans la société, elles ne perdent pas pour autant leur économie propre (celle que Freud mettra en lumière un siècle plus tard). Et la fonction de la mort, du meurtre, est liée à la nécessité pour le système d'exister en autarcie, sans contact avec la réalité qu'il extrapole -exactement comme dans toute utopie. Mais l'utopie des utopistes suppose détruite (ou oubliée, niée) la société. Alors que le système de Sade, s'il existe à l'écart, ne pourrait exister sans elle. Ajoutons qu'il s'agit d'une fiction : Sade n'a jamais tué personne.

Une parole déjà morte

En occultant le fonctionnement fonctionnel de ce système, en lui substituant le goût pathologique de quelques notabilités fascistes pour une violence et une débauche gratuites, Pasolini nie du même coup que répression, torture et même...

sadisme sont aussi fonctionnels dans cet autre système (que Sade n'avait pas prévu et qui repose sur la plupart des « préjugés » que l'écrivain n'avait pas cessé de combattre : la supériorité de l'occident par exemple) : le fascisme.

Fonctionnels ne signifie pas rationnels. Un seul exemple : la torture n'est pas tant destinée à faire parler qu'à faire avouer : qu'à attendre la répétition de la bouche du supplicié, d'une parole déjà morte. Cette mort à l'œuvre dans toute pratique fasciste (et qui constitue sa monstrueuse utopie) n'est rien d'autre que le reflet de cette autre

mort que craint tant le capitalisme : la sienne.

Pour Pasolini, le fascisme n'est pas un système, mais un fantasme. D'où découlera cette suite de perversions qui semblent alors appartenir de toute éternité à d'obscur « forces du mal » dont le fascisme serait l'incarnation contemporaine. C'est faire appel à un sens moral bien conformiste de la part des spectateurs. Les perversions (toutes) ne seraient-elles qu'un moyen d'asservissement : le goulag pour les pervers, avant qu'ils ne deviennent des fascistes ?

Etrange renversement : le texte de Sade qui annonçait, il y a deux siècles, la réfutation matérialiste de l'idéologie humaniste en arrive, sous la caméra de Pasolini, à redoubler cette idéologie...

Est-ce tout ?

Non. Parce que de ce film insoutenable, émergent (à condition d'oublier un instant qu'il s'agit de Sade ou du fascisme) des interrogations auxquelles aucun d'entre nous ne peut se dérober. C'est la mort qui interroge du dedans chacun de nos actes. Question que la mort du cinéaste oblige à ne pas esquiver.

P.F. Domaine

LE FASCISME N'EST PAS AMBIGU

Au moment où il n'a plus aucune possibilité de se perpétuer dans l'histoire réelle, le fascisme se donne les moyens d'une ultime survie en s'enfermant dans un lieu clos. Ce qui assure la possibilité de ce dernier recours, c'est la contrainte, le kidnapping, la raffe. Ainsi Pasolini présente-t-il la république de Salò comme le préambule de l'enfer : on voit les miliciens fascistes écumer les campagnes de l'Italie du nord, quadriller les villages pour se pourvoir en victimes fraîches en fusillant ceux qui ne se laissent pas emmener.

Le château de Salò est donc une scène où le fascisme joue sa survie dans la terreur absolue. Scène qui reste cependant une société historique, régie par un code de lois et de règles terroristes, gardée par une force armée, divisée en maîtres et esclaves, victimes et bourreaux, traversée régulièrement par les rumeurs de la guerre qui se poursuit à proximité de là. Le travail de Pasolini dans la mise en place de cette scène, sa description, la présentation de ce qui s'y passe est suffisamment explicite et précis pour écarter tout rapprochement de Salò avec d'autres films qui ont conjugué fascisme et sexualité. Si, méfiants, nous pouvons convoquer les bricolages rétro de Portier de nuit à propos de Salò, ce n'est certes pas en raison de l'organisation interne du film de Pasolini, mais bien à cause de l'actualité de l'exploitation par des moyens truqués d'une question aigüe : les rapports du fascisme et de la perversion.

Dans la société de Salò il n'y a pas de complicité des victimes et des bourreaux, pas de pseudo mise en scène de l'inconscient à travers les

rusés d'un cinéma subjectif qui ne repose en fait que sur l'exploitation de processus inconscients, en particulier l'identification du spectateur avec des personnages reconnaissables. Le film de Pasolini ne propose comme reconnaissance que celle d'objets historiques et culturels déterminés, les images ne sont pas là pour nous amener vers un arrière monde, vers un sens caché dont les interprétations diverses se disputeront l'explicitation. Il n'y a pas d'aménagement savant de l'ambiguïté, même s'il n'y a pas non plus d'explicitation bien construite et évidente de signification du film.

Ce que Salò organise, ce n'est pas un entrecroisement de sens, mais la mise en perspective de plusieurs savoirs : savoir sur le fascisme, savoir sur Sade ; témoin cette fin du générique où est proposée une bibliographie sadienne, Barthes, Klossowski, Sollers. Objets politiques et intellectuels reconnaissables : Dante, Sade, le fascisme sont traités les uns par les autres, il n'y a ni brouillage ni confusion.

Salò est ordonné par les personnages fascistes en trois cercles de l'enfer : cercle des passions ; de la merde, du sang. Ce sont les fascistes qui développent

un rituel inspiré de Sade, mais ils le font en obéissant à des raisons qui, elles, ne sont pas sadiennes puisque le cérémonial ne cesse de recourir à des justifications idéologiques et politiques, à des théorisations, c'est à dire à un renvoi de la perversion sexuelle à des réalités qui la dépasseraient, lui donneraient un sens extérieur à elle. Le fascisme moralise Sade en l'inscrivant dans le cynisme des seigneurs, comme il moralise Nietzsche.

Pasolini, au contraire, dans la mise en scène de cette cérémonie infernale met à distance les gestes fascistes, non pas pour restituer la vérité de Sade dont il sait qu'elle n'est pas représentable, mais pour barrer la possibilité de toute sacralisation idéologique de Sade. Toutes les scènes paroxystiques sont filmées à distance, dans une semi obscurité, désamorçant une éventuelle participation. Il n'y pas alors à condamner l'absence de représentation d'un point de vue cohérent de la résistance au fascisme car c'est lui qui, critiquant chaque épisode de l'enfer, préside à la construction même de chaque plan et de chaque séquence.

M.C.

BIBLIOGRAPHIE

- Les 120 journées de Sodome de Sade ont paru chez 10-18 (2. Vol)

rectificatif

- Nous avons publié hier un article sur Wolf Biermann, chanteur est-allemand. Signalons qu'un recueil de ses textes était paru chez 10-18, sous le titre La harpe des barbelés.

Quand Foudre prend son stylo mitrailleuse...

Quand « Foudre » prend son stylo-mitrailleuse...
« *Salo* est une pourriture réactionnaire particulièrement nocive qu'il convient de dénoncer et de combattre fermement et sans pitié ». C'est ainsi que le groupe Foudre d'intervention culturelle (tout un programme !), qui publie la feuille *Foudre*, journal pour « l'intervention marxiste-léniniste dans l'art et la culture », conclut un tract distribué à l'entrée de salles qui diffusent le film.

«... Seul le point de vue des bourreaux est présent, le point de vue des victimes est totalement nié. C'est cela que nous appelons se mettre dans le camp de l'ennemi. Voilà la morale de ce film : le fascisme est tout puissant, on n'y échappe pas, si ce n'est dans la mort et dans le suicide. En dehors de cela la seule issue c'est la complicité... »

Pointe ici le bout de nez d'un neo-réalisme socialiste : appel à un art « positif » où seule doit être représentée la classe défendue et où les ennemis doivent inévitablement être dépeints sous les formes du Mal absolu. Interdiction de faire un film sur le fascisme, sans montrer les masses en marche. Interdiction de faire un film sur la mort. Seule autorisation : dessiner tour à tour le visage tendu, épuisé, décidé, puis souriant du prolétariat.

Voilà qui mène tout droit à une conception manichéenne du monde et à la négation de toute analyse dialectique.

cinéma VILLE EN FETE

Organisée depuis cinq ans à l'initiative de la municipalité au tout début de l'été, la Ville en fête va se dérouler cette année entre le 11 juin et le 13 juillet, essentiellement dans trois quartiers : le village olympique, la cité Mistral et le Centre-ville.

Selon une méthode mise au point et éprouvée depuis maintenant trois ans, la programmation de cette « animation des places » est arrêtée conjointement par un organisme culturel coordinateur et les équipes d'animateurs des quartiers concernés.

Comme chaque année, plusieurs des formations théâtrales, musicales folkloriques et cinématographiques de la ville assumeront une partie de la programmation.

Parallèlement « la ville en fête » accueillera des groupes créateurs et d'interprètes venus d'autres régions de France, et même de l'étranger.

Enfin les animateurs des quartiers participant à la ville en fête présenteront des « spectacles-animation » réalisés avec le concours des différentes catégories de la population avec lesquelles ils travaillent tout au long de l'année.

Ça démarre donc aujourd'hui avec du jazz : le big band de Grenoble, à 21h00 au parking Notre-Dame.

DÈS 14 H

MUSIQUE
CLOWNS
FOLK
TOUTE LA VILLE À LA FONTAINE
LA FOIRE
JUDO
BALLONS
CRACHEURS DE FEU
MOYENS POUR LES ACTIVITÉS !
LIBERTÉ D'EXPRESSION !
CULTURE SPORTS LOISIRS
MARIONNETES
ACROBATES
BOUQUINISTES
BUFFET-BAR
fête à
MONTREUIL
avec claude nougaro

TOUT LE MONDE A LA FONTAINE (Mairie de Montreuil)
le samedi 12 juin à partir de 14 heures une grande fête revendicative pour le droit à la culture, aux loisirs et aux sports avec les clowns, des judoka, des cracheurs de feu, des marionnettes, des bouquinistes, des acrobates, du théâtre de rue, des musiciens, groupe folk, Alain Giroux, de la musique classique, les ballets africains, des films inédits et CLAUDE NOUGARO.

Dans l'objectif

Le PSU organise les 12 et 13 juin 1976 à La Courneuve sa « fête annuelle de l'autogestion »

Entrée 20 F - spectacle théâtre, films, cirque

DEBATS : « Sommes-nous en 1934 ? » s'adressant aux journalistes,
« La magistrature » avec le MAJ et le syndicat de la magistrature,
« Gauche : pose ou mobilisation populaire »,
« Unité populaire et autogestion ».

et Robert Charlebois, Gilles Servat, Archie Shepp, Jacques Higelin, Au Bonheur des dames, Etron fou, Mouloudji, Steve Lacy, Tom Paxton, Lavilliers, Soho, etc.

OU ACHETER LES BILLETS.

1^{er} PARALLÈLE, 41 rue St Honoré
2^e JEUERS DE A, 9 rue des Lions-St Paul
LA PUCE A L'ONCLE, 19 rue des Rivières
LA CANAILLE, 4 rue Crillon
ROUGE, 10 Impasse Guimard
LA CHASSE AU SNARK, 135 bd St Michel
L'ÉCHAFFÉE BELLE, 1 rue Graciot
LE TIERS MYTHÈ, 21 rue Cujas
DERIVÉS, 1 rue des Fossés St Jacques
MALOURENNE, 9 rue Lapérouse
LIBRAIRIE SIMONEAU, 10 rue Tournesort
EXPRESSION SPONTANÉE, 11 rue B. Palissy
MANDALA, 11-13 rue Vavin
LA PENSÉE SAUVAGE, 7 rue de l'Odéon
LE TEMPS DE LIRE, 50 rue de Babylone
LA BALADE, 17 rue de Constantinople
10^e POLITIQUE HERDO, 14-16 rue des Petits-Hôtels
11^e CINÉMA 14 JUILLET, 4 bd Beaumarchais
LE MONDE LIBERTAIRE, 3 rue Ternaux
12^e LIASONS DIRECTES, 4 rue d'Aligre
DECOUVERTE ET CULTURE LOISIRS, 4 rue d'Aligre
LIBRAIRIE 1894, 9 rue Pievel
13^e LA BOUVIÈRE, 11 rue Barrault
14^e CONTREJOUR, 19 rue de l'Ouest
ATMOSPHÈRE, 7-9 rue F. de Pressensé
CINÉMA OLYMPIQUE, 10 rue Boyer-Barret
LA BOITE À PANDORE, 49 bis rue du Moulin Vert
15^e LIBRAIRIE SYROS, 3 rue Burceville
17^e LIBRAIRIE DE LA JONQUIÈRE, 95 rue de la Jonquièr
20^e AGORA, 371 rue des Pyrénées
FRONT LIBERTAIRE, 33 rue des Vignoles
Columbes TRUC, 11-13 av. de Stalingrad 4 routes

BEZIERS

● La CGT, la CFDT, la FEN et la jeunesse FO soutiennent la représentation au théâtre de verdure de *Midi bouge*. Ce soir à 20 h.

BOURGES

● Unique représentation de *La dernière nuit de Robespierre*, demain 12 juin à 21 h au théâtre Jacques Couer. Une évocation historique, chorégraphique et musicale dont le festival de musique expérimental de Bourges a confié la mise en scène à la chorégraphe Suzon Holzer.

CAEN

● La séance de projection de *Comment Yukong déplaça les montagnes* avec deux films : Une femme, une famille et le professeur Tsien (17 h) et La pharmacie et les artisans (19 h 15). Cinéma Lux.

CLERMONT-FERRAND

● *Les doigts dans la tête*, le film de Jacques Doillon passe encore ce soir à la cinémathèque « L'essai ». 16, rue J.B. Torrilhon.

ENOBLE

Encore trois jours pour aller à la maison de la culture, voir une exposition sur le jeune dessin.

● Demain, dernière représentation à 21 h du 3^e épisode des *Alaube sonneleur*, au théâtre de la potence.

LYON

● On passe pendant tout le week-end les trois films de Sydney Pollack : *On achève bien les chevaux*, *Jeremiah Johnson*, et *Les trois jours du Condor*. Au cinématographe. Tel : 37 24 84

MARTIGUES

● Salle du grès, à 21 h, ce soir : *La liberté ou la mort*,

création par le théâtre de la Carriera.

MONTMORENCY

● Allez à Montmorency, ce week-end vous n'y perdrez pas votre temps : animation culturelle toute la journée de samedi (défilé des masques, cracheurs de feu, musiciens, salon de la jeune peinture, etc.) Et ça continue dimanche.

SAINT-FONS

● Un festival là aussi : Cecil Taylor, John Surman, Don Sherry, Noah Howard, Beaver Harris, Mal Waldrom, Joachim Kühn, etc.

BOULOGNE-BILLANCOURT

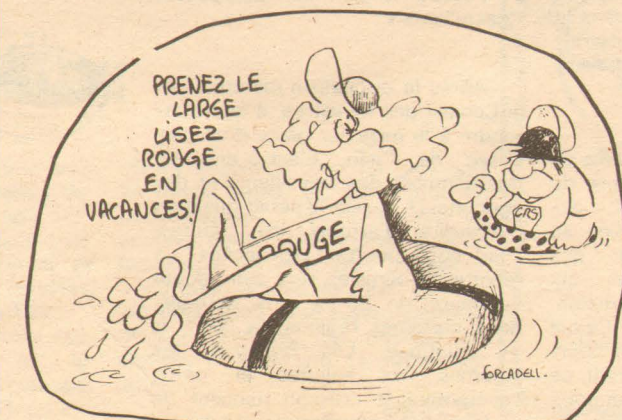
● Soirée folk avec Castelhemis (entrée : 8 F). 21 h à la MJC
● Fête portugaise, avec le groupe « Os camarados ». A la MJC, 15 h. 152, rue de Silly. Tel : 605 65 05

PARIS

● A la Canaille, à 21 h Marèn Berg chantera et on assistera aux sketches de Michel Laguerrie. Repas et spectacle : 21 F. 4, rue Crillon. Tel : 278 09 71. Réservez vos places à l'avance, il n'y en aura pas pour tout le monde !

● Préface à la 2ème nuit du jazz (qui aura lieu le 23), Cecil Taylor en piano solo. Et le Whitem Brenker Mollextief, un groupe hollandais plein d'humour et de colère. Hélas ça coûte 35 F. Vendredi 11 juin, 21 h salle B. de la Mutu.
● *Quinine et X Land* à l'Opéra de Paris, ce soir à 20 h. La compagnie de Carlson est pour une danse différente.

● Projection du film *La ville est à nous* (1er film français traitant de la spéculation immobilière) aujourd'hui et demain au 123 rue St-Maur. Métro Parmentier.



"télévision"

TF 1

13.00 Journal
13.35 Programmes régionaux
14.30 Internationaux de tennis
18.05 Pour les jeunes
18.30 A la bonne heure
19.05 Château espérance
19.20 Actualités régionales
19.40 Une minute pour les femmes
19.45 Alors, raconte
20.00 Journal
20.30 Au théâtre ce soir
Liberté provisoire, de Michel Duran
Pièce policière, très astucieuse...
22.30 Arcana
La musique et la franc-maçonnerie
23.35 Journal

A 2

14.00 Spécial Alsace
Une longue émission où, en dehors de la reconstitution du mariage de l'ami Fritz, on verra un reportage sur l'Alsace actuelle. Des personnalités interviewées : André Bord, Pierre Pflimlin, André Wurmser, etc.

18.00 Si les Français n'étaient pas venus
18.15 Le palmarès des enfants
18.30 TV service
18.55 Des chiffres et des lettres
19.20 Actualités régionales
19.45 Y'a un truc
20.00 Journal
20.30 Le chirurgien de Saint-Chad (feuilleton)
21.40 Apostrophes
Destins de femmes

L'émission de Bernard Pivot accueille ce soir Jeanne Cordelier, auteur de *La dérobade* dont nous avons récemment rendu compte dans *Rouge* ; Suzanne Chantal, journaliste et écrivain ; Jean-François Chiappe, écrivain ; Marie-Thérèse Chardon, écrivain ; et Jean-Martin Chauffier, rédacteur en chef du *Figaro*.

Journal

Ciné-club

Psaume rouge (1972)

Parabole du cinéaste hongrois Miklos Jancso : l'affrontement entre des ouvriers agricoles et le régisseur, entre l'amour et la mort ; fête paysanne ; poème autour de l'arbre de mai, symbole du printemps, et du ruban rouge enroulé autour d'un revolver...

FR 3

18.15 Emission alsacienne
19.05 Programmes régionaux
19.20 Actualités régionales
19.40 Tribune libre
L'académie des sciences, belles lettres et arts de Rouen
19.55 Flash journal
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 Vendredi
De quoi avons-nous peur ? Le prix d'une vie (1ère partie)
Excellent reportage sur les naissances difficiles : césariennes, prématurés, etc. Outre Pierre Simon, gynécologue-obstétriciens et le professeur Sureau, le professeur Alexandre Minkowski fait connaître l'expérience de son service néonatal à Port-Royal...

21.30 America
La domestication des terres vierges (n° 8)
22.20 Journal

ABONNEMENTS D'ETE

Vous allez partir, souvent fort loin, parfois fort longtemps. Et vous n'avez même pas pensé que vous alliez être privés de votre Rouge quotidien.
Heureusement, on est là pour réfléchir à votre place. Une solution : l'abonnement vacances.

Alors, on vous offre, au choix :
— Un abonnement de 15 jours pour la modique somme de 20 F.
— Un abonnement d'un mois pour la modique somme de 40 F.
— Un abonnement de deux mois pour la modique somme de 60 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécuter et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM

PRENOM

ADRESSE : RUE

N° VILLE

CODE POSTAL

PERIODE CHOISIE : Du Au

TARIFS	15 jours	1 mois	2 mois
FRANCE	20 F	40 F	60 F
ETRANGER	33 F	65 F	100 F
AVION : écrire au journal			



SECHERESSE : LE CIEL A BON DOS

L'EUROPE UN NOUVEAU SAHEL ?

Par Philippe Verdon

● *La sécheresse la plus importante depuis 1921*

● *Rien ne permet d'assurer que cette sécheresse soit « accidentelle » et qu'elle ne soit pas liée au développement anarchique des pollutions en tous genres qui modifient le climat.*

L'eau, c'est le hasard, la fatalité. Ses irrégularités font toujours couler des sueurs froides dans le dos des paysans : elle ne tombe pas et les céréales brûlent sur pied, elle tombe en trombe au mois d'août et la récolte est noyée... on l'attend quand la récolte est en végétation, en pleine croissance, en ce moment : le mois de mai, juin et juillet.

Car si l'irrigation s'est développée depuis la guerre, elle reste encore mineure dans la petite et la moyenne agriculture. Elle est mal maîtrisée, car les moyens des agriculteurs sont généralement très limités, pénurie pour les uns, gabegie dans des cultures céréalières dans les grandes exploitations capitalistes de plus de 100 hectares. L'exploitation industrielle des eaux la rend souvent impossible : si de nombreuses rivières de plaine permettent un pompage régulier, la plupart des grands fleuves, les canaux et les rivières moyennes sont généralement utilisables pour les cultures.

Enfin le réseau rural est le plus souvent insuffisant ; les conseils généraux réalisent depuis des années leurs économies sur le dos de ces travaux, les communes ne disposent donc pas des crédits nécessaires pour créer les châteaux d'eau qui équilibreraient le débit d'une saison à l'autre ou dans le cours de la journée. Tel maire du Poitou réclame depuis des années un point d'équilibre : le soir l'eau ne monte pas jusqu'en haut, des collines de 150 mètres à peine... Il n'est pas prêt d'obtenir gain de cause : le conseil général a décidé l'an passé qu'il était plus important de soutenir le financement des routes, et avec son budget-croupion, a enlevé aux travaux des eaux tout crédit sérieux.

Les industriels premiers pollueurs

Par contre on ne parle nulle part dans le pays d'industriels qui seraient gênés par l'actuelle sécheresse. Et pourtant ce sont les

premiers consommateurs : ceux du pétrole, puisqu'il faut polluer 100 litres d'eau pour raffiner un litre de pétrole, ceux du plastique qui travaillent à partir du pétrole.

Toutes les industries chimiques, métallurgiques, etc... consomment littéralement des dizaines de milliards de M3 d'eau par an, les polluant et les rendant inutilisables. Les grandes villes aussi sont des centres de pollution tels qu'un cours d'eau en ressort impropre à la consommation et dangereux pour l'irrigation.

Le capitalisme et l'eau

C'est dans cette situation que surgit l'actuelle sécheresse. Les causes n'en sont pas définies. En tout cas la sécheresse de 1976, n'est comparable qu'à celle de 1921, elle est donc la première sécheresse importante après la révolution industrielle qui a eu lieu entre la dernière et l'actuelle crise économique. Elle permet de faire le bilan de la politique d'aménagement et d'utilisation des eaux par le capitalisme en Europe.

D'autant qu'elle intervient au même moment que la sécheresse en Afrique dans laquelle des dizaines de milliers de personnes sont mortes (10 000 l'an passé en Ethiopie), des millions menacées. Toutes les études ont révélé que le mode d'utilisation des sols et l'introduction des structures industrielles capitalistes ont eu un poids déterminant dans la destruction des réserves souterraines du continent africain et dans le déséquilibre atmosphérique.

En est-il, en sera-t-il de même en Europe ? Rien ne permet encore de dire si cette sécheresse est « accidentelle » : ou si elle est liée au développement anarchique des pollutions en tous genres qui modifient le climat (réchauffements, brouillards, fumées stables...). Ce qui est sûr par contre c'est qu'à court terme, si les usagers en souffrent, ce sera la responsabilité des pouvoirs publics qui depuis vingt ans se refusent à engager les travaux tant locaux que nationaux qui per-

mettraient de puiser dans les ressources inexploitées, et avant tout dans les 80 milliard de M3 souterrains (le double de la consommation actuelle par an). Là encore il faut dénoncer les deux poids, deux mesures : les industriels bénéficient de l'aide de l'Etat, les villes drainent les sources, les paysans restent la dernière roue du carosse. Et les consommateurs, les travailleurs l'avant-dernière : ils paient les taxes de pollution et autres qui servent à financer les aides de l'Etat aux industriels. En Picardie où les industries utilisent plus de 60 % des eaux, il est prévu par le VIIème plan un transfert de 4 milliards des fonds publics aux entreprises pour financer leurs installations !

Ne plus tirer la chasse d'eau

Au reste, on accuse les consommateurs d'être les principaux responsables du gaspillage. En Angleterre, où la sécheresse sévit depuis plus longtemps qu'en France, on demande aux britanniques de se laver à plusieurs dans la même eau. Mr Samson, responsable des réservoirs de Bretagne affirme : « tirer la chasse d'eau, c'est gâcher 10 litres ». D'ailleurs dans cette région les interdits... pleuvent : défense de laver sa voiture, d'arroser ses salades. Des projets de surtaxe sont à l'étude pour les particuliers « gaspillants ».

Après la discussion mercredi par le Conseil des Ministres, il faut s'attendre à la mise sur place d'un plan Orsec de l'eau, c'est-à-dire de rationnement des travailleurs et des agriculteurs, puisqu'il serait question d'interdire d'arroser les cultures. Elles sont pourtant menacées : la récolte de céréales sera sans doute inférieure de 50 % à la normale, dans certaines régions de 80 % si ça continue. Les primeurs, les légumes, les salades et particulièrement le cresson risquent de se faire rares et même la récolte de pommes de terre sera sérieusement amputée. Le bétail enfin, en

Bretagne et en Normandie sera très vite touché, les fourrages épuisés, les abattages vont commencer dans les prochains jours...

Michel Cointat, ancien ministre de l'agriculture révèle que pour éviter cette extrémité les paysans ont déjà été « réduits à couper leur blé en herbe pour le donner en pature à leur bétail », il ajoute « la situation n'est pas meilleure pour les autres ». Les rendements laitiers du Poitou, de la Charente, et de la Seine-Maritime sont en baisse de 20 %. Dans la région de Rouen d'ailleurs, les réserves sont épuisées à la station de Rouen-Boos depuis le 26 mai. Les réserves de la région parisienne, elles, seront épuisées au cours du mois d'août si la sécheresse dure, il faudra alors passer



pour un tiers, à l'utilisation de l'eau de la Seine dans les circuits d'eau potable. La diminution du débit des rivières (2/3) provoque une concentration des polluants industriels trois fois supérieure à la normale, ce qui risque de détruire pour plusieurs années les poissons et la végétation de nombreuses rivières.

Cette situation se retrouvera dans tout le Nord et le Centre de la France : piscines fermées, interdiction d'arroser, de laver sa voiture, etc... Les industriels eux ne sont montrés du doigt par personne, ce serait sans doute « immoral » de casser la reprise pour si peu.

Une solution ?

Suffit-il, comme l'écrit l'*Humanité-Dimanche*, d'investir, de forer, de construire des barrages pour utiliser les 180 milliards de M3 « dont moins du tiers est prélevé » ? Peut-on se contenter de dire « de l'eau il y en a » et prôner l'augmentation de la consommation ?

Ou doit-on tirer la sonnette d'alarme, comme le faisait Dumont durant les présidentielles en trinquant symboliquement à l'écran, un verre d'eau à la main, promettant qu'elle allait devenir une matière précieuse ?

S'il est sûr que la crise actuelle est due à une mauvaise planification, il est trop simple de se contenter de réclamer une augmentation de la quantité planifiée. En effet les conséquences à long terme de l'utilisation systématique des réserves d'eau dans les conditions actuelles de pollution serait catastrophique. L'eau est le système de la planète, l'élément qui diffuse partout, qui peut transporter tous les poisons ; c'est enfin le lieu principal de recombinaison de l'oxygène indispensable à la vie.

Ce qu'il faudrait c'est une planification rigoureuse des besoins, l'utilisation de tous les dispositifs anti-pollution qui permettraient l'économie et l'abondance qui est chose possible si l'équilibre naturel est respecté. Cela il ne faut pas l'attendre du pouvoir actuel qui est responsable de la situation. C'est aux travailleurs et aux habitants de contrôler les déjections des industriels. L'affaire des boues rouges a montré qu'il est possible de vaincre. Si la sécheresse se poursuit, elle montrera à l'évidence la nécessité d'un tel contrôle... sans quoi notre eau sera sacrifiée pour les profits immédiats des capitalistes.

Partout où les responsables prétendent imposer des restrictions, il faudra lutter :

- contre le rationnement des particuliers
- contre toutes les surtaxes de sécheresse
- pour la réalisation des travaux d'aduction et de forage exigés par les travailleurs de la ville et de la campagne
- contre les pollueurs industriels

Si cela s'avérait indispensable à l'équilibre naturel il faudra se battre pour l'arrêt des productions polluantes le temps de la crise, sans réduction de salaire, refuser tous les lock-out soit disant techniques s'il y en avait.

Un avertissement

Cette sécheresse est peut-être comme le disent les Amis de la Terre « un avertissement sérieux pour lutter contre les erreurs écologiques de ces dernières années ». Le capital est en train de dégrader les conditions naturelles au point de nous mener au seuil d'une véritable barbarie écologique. Sur la question de l'eau, matière précieuse, nous n'avons pas plus qu'ailleurs à faire confiance à ce régime.